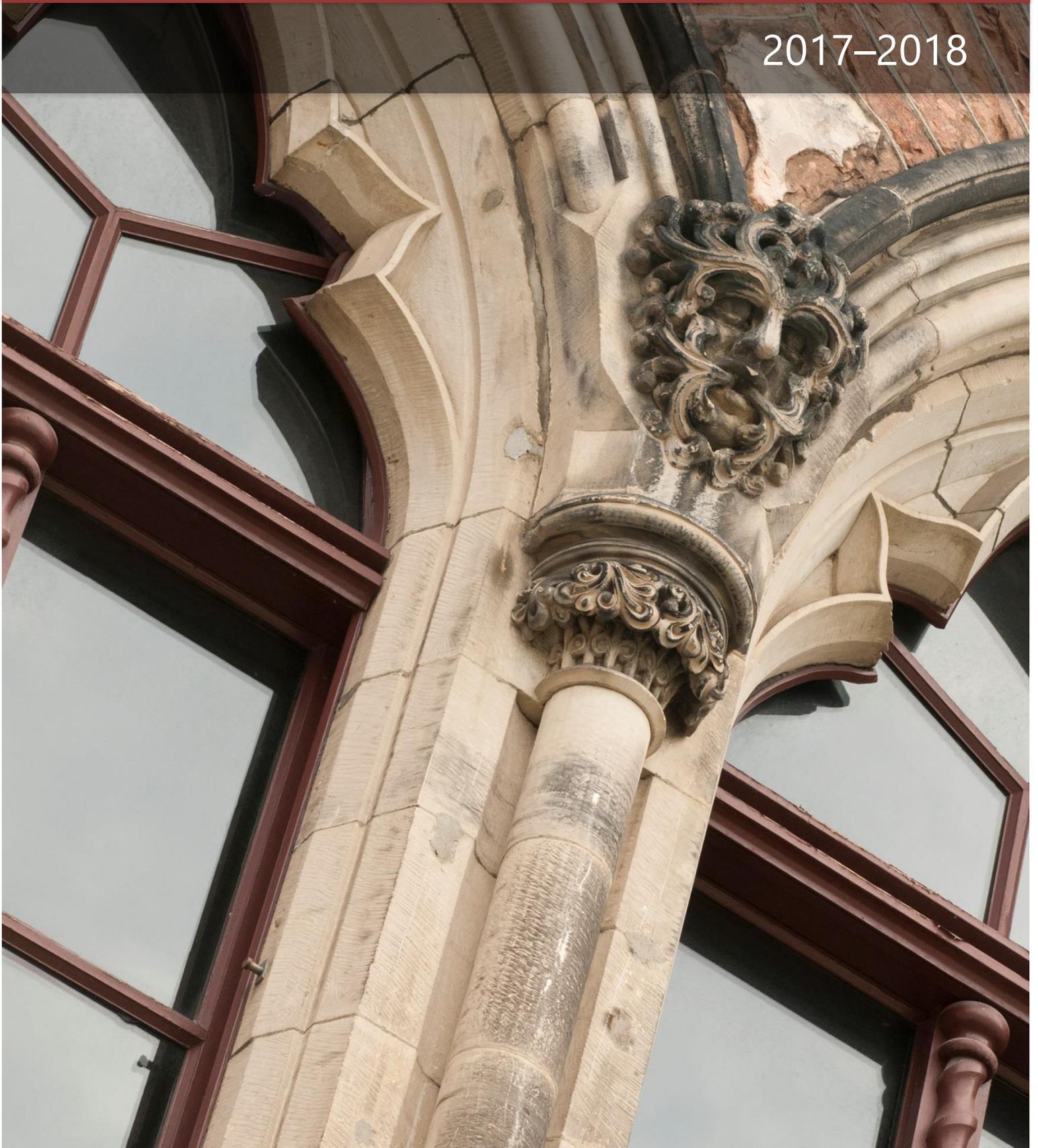




Direction des comités du Sénat

Rapport annuel des activités et des dépenses

2017–2018



Message du greffier principal de la Direction des comités



Les comités sont au cœur même des travaux d'examen des projets de loi et de révision des politiques du Sénat et, tous les ans, plus d'un millier de Canadiens y contribuent en comparaisant comme témoins. D'autres Canadiens suivent les travaux des comités en visionnant les émissions Web ou les diffusions sur la CPAC, ou en lisant les nombreux documents des comités sur le site Web du Parlement, notamment les transcriptions des réunions, les procès-verbaux et les rapports. Les sénateurs consacrent énormément de temps aux comités, même lorsque le Sénat ne siège pas. La Direction des comités est très fière de fournir le soutien administratif et procédural dont les sénateurs ont besoin pour atteindre leurs objectifs en comités.

Les niveaux d'activités en 2017–2018 sont caractéristiques d'un exercice financier non interrompu par une prorogation ou une dissolution du Parlement. Comme en témoigne le nombre de réunions tenues, de témoins entendus et d'heures passées en réunion, les sénateurs et leurs comités ont été fort occupés. Les résumés des activités de chaque comité figurant dans le présent rapport annuel illustrent qu'ils ont accompli une importante somme de travail au cours de l'exercice 2017–2018.

Au sujet du dernier exercice, il convient particulièrement à noter que le Sénat a fait preuve d'ingéniosité pour tenir compte du nombre croissant de sénateurs indépendants sans perturber les études et le travail en cours. Suivant l'adoption d'un ordre sessionnel en novembre 2017, le Sénat a encore dû s'adapter à l'évolution rapide des nombres relatifs des membres des caucus des deux partis et du groupe parlementaire des sénateurs indépendants. Toutefois, le remaniement des membres et des têtes dirigeantes d'un grand nombre de comités n'a pas empêché ces derniers de mener rondement leurs travaux et, comme à l'exercice précédent, d'atteindre des niveaux élevés pour tous les indicateurs d'activité.

Les comités du Sénat, ont continué au cours du nouvel exercice, de s'acquitter de la lourde charge de travail qu'ils avaient entrepris de traiter en 2016–2017. Les deux nouveaux comités spéciaux sur l'Arctique et le Secteur de la bienfaisance sont maintenant entièrement fonctionnels et leurs activités se sont ajoutées à la charge de travail totale des sénateurs.

Blair Armitage
Greffier principal

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités du Sénat fournit à ces comités des services dans les domaines de l'administration, de la procédure parlementaire et de l'information afin de les aider à remplir leurs fonctions et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la Direction doit :

- ✧ offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- ✧ faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- ✧ respecter le principe de confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- ✧ contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- ✧ observer le Règlement, les règles et les politiques du Sénat;
- ✧ veiller au perfectionnement de ses ressources humaines; et
- ✧ encourager l'innovation afin d'améliorer son propre fonctionnement.

Greffiers et adjointes administratives 2017–2018

Gestion de la Direction

Blair Armitage
Greffier principal

Shaila Anwar
Greffière principale adjointe

Marie-Ève Belzile
Greffière principale adjointe par intérim
(depuis février 2018)

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers des comités (en ordre alphabétique)

Marie-Ève Belzile (jusqu'en janvier 2018)
Chantal Cardinal (depuis janvier 2018)
Daniel Charbonneau
Maxime Fortin
Lynn Gordon
Keli Hogan
Max Hollins (jusqu'en juillet 2017)
Mireille LaForge (jusqu'en novembre 2017)
Gaëtane Lemay
François Michaud (depuis septembre 2017)
Mark Palmer
Kevin Pittman
Barbara Reynolds
Jessica Richardson (jusqu'en août 2017)
Victor Senna
Ferda Simpson (octobre 2017 jusqu'en février 2018)
Adam Thompson

Greffiers législatifs

Matthieu Boulianne (jusqu'en septembre 2017)
Joëlle Nadeau
Angus Wilson (depuis octobre 2017)

Adjointes administratives (en ordre alphabétique)

Tracy Amendola
Elda Donnelly
Lyne Héroux
Maritza Jean-Pierre (jusqu'en juillet 2017)
Louise Martel
Diane McMartin
Lori Meldrum
Stéphanie Pépin (depuis mai 2017)
Annie Trudel
Kalina Waltos (depuis mai 2017)

Table des matières

Message du greffier principal de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers et adjointes administratives 2017–2018	iii
Partie I — Renseignements généraux	
Aperçu des dépenses et des activités	4
Faits saillants des rapports sur les études spéciales	10
Partie II — Profils des comités 2017–2018	
Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA)	19
Comité permanent de l’agriculture et des forêts (AGFO).....	23
Comité permanent des peuples autochtones (APPA).....	26
Comité spécial sur l’Arctique (ARCT)	29
Comité permanent des banques et du commerce (BANC)	31
Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l’administration (CIBA).....	36
Comité permanent sur l’éthique et les conflits d’intérêts des sénateurs (CONF).....	51
Comité spécial sur le secteur de la bienfaisance (CSSB).....	53
Comité permanent de l’énergie, de l’environnement et des ressources naturelles (ENEV)	55
Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (LCJC)	59
Comité spécial sur la modernisation du Sénat (MDRN)	64
Comité permanent des finances nationales (NFFN).....	66
Comité permanent des langues officielles (OLLO).....	71
Comité permanent des pêches et des océans (POFO).....	74
Comité permanent des droits de la personne (RIDR)	77
Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement (RPRD)	80
Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense (SECD).....	82
Comité de sélection (SELE)	89
Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (SOCI)	91
Comité permanent des transports et des communications (TRCM).....	96
Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement (BILI)	99
Comité mixte permanent d’examen de la réglementation (REGS)	101
Partie III — Dépenses des comités	
Rapport détaillé sur les dépenses des comités pour 2017–2018.....	103
Rapport des budgets et des dépenses des comités pour 2017–2018.....	104
Ventilation des dépenses pour les témoins et les vidéoconférences pour 2017–2018	108

Partie I — Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Composition des comités sénatoriaux

Au cours de l'exercice 2017–2018, la Direction a fourni des services de soutien (services administratifs, questions de procédure, informations et autres) aux différents comités sénatoriaux, soit :

- ✧ 16 comités permanents (et 8 sous-comités);
- ✧ 2 comités mixtes permanents (composés de sénateurs et de députés);
- ✧ 3 comités spéciaux; et
- ✧ le Comité de sélection.

Les articles 12-3, 12-6 et 12-7 du *Règlement du Sénat* régissent la taille et les champs d'étude des comités, ainsi que le nombre de membres requis pour qu'il y ait quorum.

Conformément aux ordres adoptés par le Sénat le 7 décembre et le 12 décembre 2016, le Comité de sélection a adopté un rapport le 14 décembre 2016 afin d'augmenter la taille des comités de trois sénateurs. Ces ordres sessionels ont expiré le 31 octobre 2017. Conformément à la motion concernant la composition des comités sénatoriaux adoptée par le Sénat le 7 novembre 2017, l'augmentation de la taille des comités a été annulée le 19 novembre et plusieurs comités ont ajouté un second poste de vice-président.

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration et le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement sont administrés par l'entremise d'autres bureaux.

Dépenses de fonctionnement*

Direction des comités	
28,8 postes équivalents temps plein (ETP)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction	65 402 \$
Comités	836 424 \$
Témoins	384 081 \$
Repas de travail	36 599 \$
Autres	65 056 \$

* Toutes les données contenues dans le présent rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances et de l'approvisionnement du Sénat.

Activités des comités

Au Sénat, une grande partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient presque cinquante projets de loi et se lancent dans plus d'une cinquantaine d'études spéciales chaque année. Les comités doivent respecter le *Règlement du Sénat* et le *Règlement administratif du Sénat*, mais ils entreprennent, organisent et réalisent leurs travaux de manière bien différente. Par ailleurs, certains comités se penchent quasi exclusivement sur des projets de loi, tandis que d'autres se consacrent surtout à des études spéciales.

Activités des comités

Voici une comparaison entre les activités de tous les comités sénatoriaux, par exercice, depuis 2013–2014.

Indicateurs	2017–2018	2016–2017	2015–2016	2014–2015	2013–2014	Moyenne sur 5 ans
Réunions	608	601	336	586	422	510,6
Rapports	120	98	98	126	119	111,8
Heures en comité	948,2	999,8	493,4	937,8	637,8	803,4
Témoins	1 980	1 937	1 023	2 116	1 277	1 666,6
Projets de loi	50	54	20	71	44	48,4
Nombre d'heures en mission d'information	251,1	280,5	3,5	287,7	134,7	191,5
Études préalables ou études de la teneur de projets de loi	8	9	7	18	10	11
Études spéciales entreprises	44	67	41	57	85	58,8
Déplacements	20	19	1	19	8	13,4

Le tableau ci-dessous illustre les différents ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2017–2018.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et leur teneur	174	28,6 %	269,0	28,4 %
Études spéciales	336	55,3 %	524,2	55,3 %
Comités permanents (Régie interne, Règlement, Conflits d'intérêts, Sélection, Examen de la réglementation, Bibliothèque)	22	3,6 %	25,5	2,7 %
Total*	532	87,5 %	817,8	86,3 %

* Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Déplacements

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux échelons local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et effectuent également des missions d'information à caractère moins officiel au pays et à l'étranger. Ces déplacements permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et de recevoir des témoignages et de l'information qu'il leur serait impossible d'obtenir en restant à Ottawa. Les missions d'informations effectuées au Canada et à l'étranger ne comprennent pas d'audiences publiques, ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse et peut leur servir à la rédaction de leurs rapports.

Agriculture et forêts (AGFO)

Mission d'information (étude sur l'acquisition des terres agricoles au Canada et ses retombées potentielles sur le secteur agricole) :

- ✧ Washington, D.C., États-Unis (du 15 au 18 mai 2017)

Audiences publiques et missions d'information (étude sur l'impact potentiel des effets du changement climatique sur les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier) :

- ✧ Halifax, Nouvelle-Écosse et Montréal, Québec (du 1^{er} au 6 octobre 2017)
- ✧ Vancouver, Colombie-Britannique et Calgary, Alberta (du 18 au 23 mars 2018)

Peuples autochtones (APPA)

Audiences publiques et mission d'information (étude sur les nouvelles relations entre le Canada et les Premières Nations, les Inuits et les Métis) :

- ✧ Calgary, Siksika, et Buffalo Lake, Alberta; Île-à-la-Crosse et Prince Albert, Saskatchewan; et Winnipeg, Manitoba (du 18 au 24 mars 2018)

Banques et commerce (BANC)

Mission d'information (étudier les questions actuelles et émergentes dans le secteur bancaire et la politique monétaire aux États-Unis) :

- ✧ New York, New York, et Washington, D.C., États-Unis (du 8 au 11 mai 2017)

Mission d'information (étudier, pour en faire rapport, les questions et préoccupations relatives à la cybersécurité et à la cyberfraude) :

- ✧ New York, New York, États-Unis (les 12 et 13 décembre 2017)

Énergie, environnement et ressources naturelles (ENEV)

Mission d'information (étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone) :

- ✧ St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador; Summerside, Île-du-Prince-Édouard; Saint-André et Saint John, Nouveau-Brunswick (du 30 avril au 5 mai 2017)

Finances nationales (NFFN)

Audiences publiques (étude sur les modifications proposées par le ministre des Finances à la *Loi de l'impôt* sur le revenu concernant l'imposition des sociétés privées et les stratégies de planification fiscale connexes) :

- ✧ Vancouver, Colombie-Britannique; Calgary, Alberta; Saskatoon, Saskatchewan; et Winnipeg, Manitoba (du 5 au 10 novembre 2017)
- ✧ St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador; Halifax, Nouvelle-Écosse; et Saint John, Nouveau-Brunswick (du 19 au 23 novembre 2017)

Langues officielles (OLLO)

Audiences publiques et missions d'information (examiner, pour en faire rapport, la perspective des Canadiens au sujet d'une modernisation de la *Loi sur les langues officielles*) :

- ✧ Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard (du 20 au 23 septembre 2017)
- ✧ Winnipeg, Manitoba (du 14 au 17 février 2018)

Pêches et océans (POFO)

Missions d'information (étude sur les activités de recherche et sauvetage maritimes, y compris les défis et les possibilités qui existent) :

- ✧ Southampton, Royaume-Uni; Dublin, Irlande; Oslo et Bodø, Norvège; Copenhague, Helsingør, Aarhus, Frederikshavn et Skagen, Danemark (du 9 au 20 septembre 2017)
- ✧ Comox et Victoria, Colombie-Britannique (du 26 février au 2 mars 2018)

Droits de la personne (RIDR)

Audiences publiques et missions d'information (étude sur les questions concernant les droits de la personne des prisonniers dans le système correctionnel) :

- ✧ Brockville et Kingston, Ontario, et Montréal, Québec (du 15 au 19 mai 2017)
- ✧ Toronto et Kitchener, Ontario (les 8 et 9 février 2018)
- ✧ Halifax, Dartmouth, Cherry Brook, Truro, et Springhill, Nouvelle-Écosse; Smiths Crossing, Dorchester, et Moncton, Nouveau-Brunswick (du 26 au 29 mars 2018)

Affaires sociales, sciences et technologie (SOCT)

Mission d'information (étude sur le rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé) :

- ✧ Ottawa, Ontario (le 15 mai 2017)

Transports et communications (TRCM)

Étude sur les questions techniques et réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés :

- ✧ Conférence : Toronto, Ontario (« Automated Vehicles 2017: Planning the Next Disruptive Technology », du 18 au 21 avril 2017)
- ✧ Mission d'information : Kanata, Ontario (le 5 juin 2017)
- ✧ Mission d'information : Waterloo, Ontario (les 2 et 3 octobre 2017)

Le site Web du Sénat du Canada

La Direction des comités réévalue à intervalles réguliers sa présence sur le site Web du Sénat du Canada (www.sencanada.ca) pour s'assurer de fournir des informations utiles et conviviales. Elle reconnaît l'efficacité de ce média pour donner aux Canadiens accès aux travaux des comités du Sénat.

Tous les rapports, communiqués et documents pertinents des comités sont convertis en format HTML et/ou en PDF et sont publiés sur le site Web. L'information sur les comités sénatoriaux, notamment la date, l'heure et le lieu des réunions, les témoins attendus, et si la réunion sera webdiffusée ou enregistrée en vidéo pour diffusion sur la chaîne CPAC, est régulièrement mise à jour. Cette information est également rendue publique au moyen du compte Twitter du Sénat ([@SenateCA](https://twitter.com/SenateCA) en anglais et [@SenatCA](https://twitter.com/SenatCA) en français). De plus, les principales publications de la Direction telles que le *Rapport annuel*, le document *Introduction aux comités sénatoriaux*, la *Foire aux questions* et le *Guide de participation à une étude par un comité du Sénat* sont également disponibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2017–2018, par comité. Un résumé de chacun de ces rapports est présenté dans les pages qui suivent.

Affaires étrangères et commerce international (AEFA)

- ✦ *Les relations entre le Canada et l'Argentine à l'aube d'une nouvelle ère?* (juin 2017)
- ✦ *Voisins nord-américains : La coopération entre le Canada et le Mexique en des temps incertains* (juin 2017)
- ✦ *Aggravation de la crise au Venezuela : Enjeux pour le Canada et la région* (juillet 2017)

Agriculture et forêts (AGFO)

- ✦ *L'accès au marché mondial : Donner le monde aux producteurs et transformateurs canadiens* (mai 2017)
- ✦ *Une préoccupation croissante : Comment garder les terres agricoles entre les mains des agriculteurs canadiens* (mars 2018)

Banques et commerce (BANC)

- ✦ *Corridor national : Améliorer et faciliter le commerce et les échanges intérieurs* (juin 2017)
- ✦ *Étudier les questions actuelles et émergentes dans le secteur bancaire et la politique monétaire aux États-Unis* (juin 2017)
- ✦ *Les coopératives de crédit et l'utilisation des termes « banque », « banquier » et « opérations bancaires »* (octobre 2017)

Régie interne, budgets et administration (CIBA)

- ✦ *Audit et surveillance* (novembre 2017)
- ✦ *Services de traduction parlementaire* (mars 2018)

Énergie, environnement et ressources naturelles (ENEV)

- ✦ *La décarbonisation des transports au Canada* (juin 2017)

Affaires juridiques et constitutionnelles (LCJC)

- ✦ *Contrôler l'influence étrangère sur les élections canadiennes* (juin 2017)
- ✦ *Justice différée, justice refusée : L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada* (rapport final, juin 2017)

Finances nationales (NFFN)

- ✦ *Soyons prêts : Pour une nouvelle génération d'aînés actifs* (juin 2017)
- ✦ *Mieux planifier, mieux investir : Assurer la transparence, la reddition de compte et la prévisibilité des programmes d'infrastructures fédéraux* (deuxième rapport intérimaire, juin 2017)
- ✦ *Un régime fiscal équitable, simple et concurrentiel : La voie à suivre pour le Canada* (décembre 2017)

Langues officielles (OLLO)

- ✦ *Horizon 2018 : Vers un appui renforcé à l'apprentissage du français en Colombie-Britannique* (mai 2017)
- ✦ *La modernisation de la Loi sur les langues officielles - la perspective des jeunes Canadiens* (février 2018)

Sécurité nationale et défense (SECD)

- ✦ *Sous-financement des Forces armées canadiennes : passons de la parole aux actes* (avril 2017)
- ✦ *Réinvestir dans les Forces armées canadiennes : Un plan pour l'avenir* (mai 2017)

Affaires sociales, sciences et technologie (SOCT)

- ✦ *Défi en vue : Intégrer les technologies de la robotique, de l'intelligence artificielle et de l'impression en 3D dans les systèmes canadiens de soins de santé* (octobre 2017)

Transports et communications (TRCM)

- ✦ *Paver la voie : technologie et le futur du véhicule automatisé* (janvier 2018)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA)

Les relations entre le Canada et l'Argentine à l'aube d'une nouvelle ère?

(Treizième rapport [final] déposé au Sénat le 1 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1141 S)

Les membres du comité souhaitaient mieux connaître les efforts déployés par l'Argentine pour laisser derrière elle son « siècle troublé » et mettre en œuvre un programme « ambitieux » de réforme politique et économique. Dans ce contexte, le comité a cherché à jauger les valeurs et les intérêts convergents du Canada et de l'Argentine, ainsi que la priorité du nouveau gouvernement argentin de rétablir les liens entre la deuxième économie d'Amérique du Sud et le reste du monde.

Dans le rapport ont été formulées sept recommandations au gouvernement du Canada. Il a été conclu que celui-ci devrait renouveler sa relation avec l'Argentine en élaborant des stratégies qui renforcent les relations politiques et commerciales et qui favorisent les changements constructifs au profit de la stabilité et de la prospérité à long terme du pays et de la région. La mise en œuvre de pareilles stratégies consoliderait les valeurs partagées des deux pays au chapitre de la gouvernance, des droits de la personne et de l'ouverture sur le monde à un moment charnière de l'histoire de l'Argentine.

Au fur et à mesure que les relations s'intensifient et que s'amorce « une nouvelle étape dans nos relations avec l'Amérique latine », le statut du Canada à titre de partenaire bilatéral et régional convaincant serait de plus en plus assuré. Point également important, le Canada diversifierait ses partenaires politiques et commerciaux, objectif nécessaire maintenant devenu plus prudent et urgent que jamais vu l'incertitude actuelle au chapitre des relations et des accords commerciaux en vigueur du Canada.

Voisins nord-américains : la coopération entre le Canada et le Mexique en des temps incertains

(Quinzième rapport [final] déposé au Sénat le 14 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1197 S)

Ce rapport examine la pertinence toujours actuelle du rapport de 2015 produit par le comité (*Voisins nord-américains : maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité*) fondé sur des témoignages entendus à Ottawa et à Mexico. Il suggère que malgré le contexte d'incertitude actuel entourant la relation trilatérale nord-américaine, il est toujours possible pour le Canada et le Mexique de collaborer de façon plus stratégique et significative, et que les possibilités offertes peuvent grandement profiter tant aux deux pays qu'à l'Amérique du Nord.

Aggravation de la crise au Venezuela : enjeux pour le Canada et la région

(Seizième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 20 juillet 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1244 S)

Le comité a tenu des audiences à la fin mai et au début juin 2017 sur l'aggravation de la crise politique, économique et humanitaire au Venezuela. Ces réunions visaient à fournir aux membres du comité des renseignements en temps opportun sur la situation qui se détériore ainsi que des mises à jour sur la dynamique récente dans la région depuis que le comité a déposé son rapport sur le Venezuela en 2016.

Le comité a formulé des recommandations et souligné l'importance pour le gouvernement du Canada de faire preuve de leadership afin de gérer la crise humanitaire au Venezuela et de s'assurer qu'une aide humanitaire soit offerte à ceux qui en ont le plus besoin.

Comité permanent de l'agriculture et des forêts (AGFO)

L'accès au marché mondial : Donner le monde aux producteurs et transformateurs canadiens

(Septième rapport [final] déposé au Sénat le 29 mai 2017 –

Document parlementaire n° 1/42-1088 S)

Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire joue un rôle primordial dans l'économie canadienne et représente 6,6 % du produit intérieur brut du Canada. Compte tenu de l'importance des exportations agricoles pour l'économie canadienne, les membres du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts estimaient qu'il convenait d'entreprendre une étude sur les priorités d'accès au marché international du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Au cours de son étude, le comité a eu le privilège de s'adresser à nombre de personnes engagées dans l'exportation de produits agricoles canadiens. Il s'agit de produits dont les Canadiens peuvent être fiers, car la marque Canada est recherchée et appréciée dans le monde entier.

Une préoccupation croissante :

Comment garder les terres agricoles entre les mains des agriculteurs canadiens

(Dixième rapport [final] déposé au Sénat le 9 mars 2018 –

Document parlementaire n° 1/42-1866 S)

La ferme familiale est l'épine dorsale du Canada rural depuis des générations. Dans le cadre d'autres travaux, le comité a entendu des témoins qui se sont dits préoccupés par les coûts croissants des terres agricoles au Canada, notamment en ce qui concerne la capacité pour les familles de transmettre les leurs de génération en génération et celle des nouveaux venus de pouvoir en acheter.

Le comité a estimé qu'il serait négligent de sa part de ne pas entreprendre d'étude sur l'acquisition de terres agricoles au Canada et son incidence potentielle sur le secteur agricole pour traiter ces questions.

La première partie du rapport porte sur l'utilisation de terres agricoles et les changements à la valeur de celles-ci. La seconde partie explique les changements à la valeur des terres et leur incidence sur la disponibilité de ces dernières. La dernière partie du rapport énonce des façons d'assurer l'accès des générations futures de Canadiens aux terres agricoles.

Comité permanent des banques et du commerce (BANC)

Corridor national : Améliorer et faciliter le commerce et les échanges intérieurs

(Quinzième rapport [final] déposé au Sénat le 21 juin 2017 –

Document parlementaire n° 1/42-1232 S)

Le 28 septembre 2016, le Sénat a autorisé le comité à entreprendre une étude sur la création d'un corridor national au Canada visant à rehausser et à faciliter le commerce et les échanges intérieurs. En plus de son intérêt continu pour l'économie canadienne, notamment du commerce et des échanges, le comité s'attache aux questions se rapportant aux obstacles aux échanges internes après avoir mené une étude antérieure à ce sujet.

Le rapport de juin 2017, *Corridor national : Améliorer et faciliter le commerce et les échanges intérieurs*, mentionne le caractère inadéquat de l'infrastructure de transports est-ouest qui limite la mesure dans laquelle les exportateurs canadiens peuvent accéder aux voies maritimes et contient quatre recommandations à l'intention du gouvernement fédéral. Dans une réponse au rapport publiée en novembre, le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, a affirmé que le gouvernement « est d'accord avec la constatation du comité selon laquelle l'amélioration des réseaux nationaux favorisera la croissance économique et facilitera les exportations ».

Étudier les questions actuelles et émergentes dans le secteur bancaire et la politique monétaire aux États-Unis

(Seizième rapport [final] déposé au Sénat le 28 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1245 S)

Les membres du comité ont rencontré des représentants du secteur financier, d'organismes fédéraux, d'organismes de réglementation, de groupes de réflexion et d'associations commerciales des États-Unis au cours de leur étude sur les questions actuelles et émergentes du secteur bancaire et de la politique monétaire de ce pays et de leur mission d'information de quatre jours à New York et à Washington en mai 2017. Le rapport de juin 2017 donne un aperçu des questions importantes auxquelles faisaient face les économies des deux pays peu après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Trump, y compris un dialogue sur les questions actuelles et émergentes concernant la réglementation du secteur financier des États-Unis, l'ALENA, la politique monétaire étatsunienne, et d'autres questions essentielles se rapportant aux relations économiques canado-américaines.

**Les coopératives de crédit et l'utilisation des termes
« banque », « banquier » et « opérations bancaires »**

(Dix-septième rapport [intérim] déposé au Sénat le 31 octobre 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1670 S)

Le comité a tenu à l'automne 2017 deux réunions concernant les coopératives de crédit et l'utilisation des termes « banque », « banquier » et « opérations bancaires ». Il a entendu des témoignages concernant l'avis de juin 2017 du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) concernant l'interdiction dans la *Loi sur les banques* visant l'utilisation de certains termes par les fournisseurs de services financiers qui ne sont pas des banques sous réglementation fédérale. Dans son rapport d'octobre, le comité a fait une recommandation au ministère des Finances et au BSIF et indiqué qu'il s'attendait à examiner davantage la question pendant le prochain examen législatif de la *Loi sur les banques* et du cadre du secteur financier fédéral en 2019.

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration (CIBA)

Audit et surveillance

(Vingt et unième rapport [intérimaire] présenté au Sénat le 28 novembre 2017)

Dans le *Rapport du vérificateur général du Canada au Sénat du Canada : Les dépenses des sénateurs* publié en juin 2015, vingt-deux recommandations ont été formulées, dont sept portaient sur l'audit et la surveillance. Le sous-comité a été chargé d'examiner les recommandations et de tenir compte des pratiques exemplaires de l'industrie pour mettre en place un mécanisme de vérification et une éventuelle structure de surveillance appropriée. Il a recommandé au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration de former un Comité permanent de l'audit et de la surveillance et de créer un poste de

vérificateur interne devant rendre des comptes au comité. Les recommandations portant sur les modifications au *Règlement du Sénat* et à la *Loi sur le Parlement du Canada* ont été présentées au Sénat dans le vingt et unième rapport.

Services de traduction parlementaires

(Vingt-septième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 27 mars 2018 –
Document parlementaire n° 1/42-1924 S)

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé un groupe de sénateurs d'examiner l'entente touchant la prestation de services linguistiques entre le Sénat du Canada et le Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada. Le Bureau est responsable de la prestation des services de traduction et d'interprétation offerts au Sénat, à ses comités, aux bureaux des sénateurs et à l'Administration du Sénat. Après des entrevues et un sondage, le Groupe de travail consultatif sur les services de traduction parlementaire a formulé au comité onze recommandations, qui ont été adoptées, et a ensuite présenté son rapport au Sénat.

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (ENEV)

La décarbonisation des transports au Canada

(Dixième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 22 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1241 S)

Le comité examine actuellement l'effet que les cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) du Canada auront sur cinq secteurs de l'économie canadienne : l'électricité, le pétrole et le gaz, les transports, les bâtiments, et les industries tributaires du commerce et à forte intensité d'émissions — surtout des industries lourdes qui sont en concurrence sur les marchés internationaux, comme celles de la fabrication de l'acier et du ciment. Ce deuxième rapport intérimaire porte sur le secteur des transports. À sa publication, le comité avait tenu 45 audiences et entendu 120 témoins.

Les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur des transports représentent près du quart (23 %) de toutes les émissions de GES au pays, derrière celles du secteur gazier et pétrolier, qui arrivent au premier rang au Canada. En déployant des nombres accrus de véhicules à carburant de remplacement, en améliorant l'efficacité énergétique des véhicules, en délaissant les carburants à base de pétrole en faveur d'options plus écologiques et en désignant des options de transport à faibles émissions par l'intermédiaire d'investissements dans la collectivité et l'infrastructure, par exemple — la décarbonisation des transports au Canada rehausse le potentiel de réduire sensiblement les émissions de GES dans tous les secteurs économiques. Elle présente aussi des défis. Le rapport soulève des questions et discute du rôle du fédéral dans la réduction des émissions de GES.

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (LCJC)

Contrôler l'influence étrangère sur les élections canadiennes

(Dix-septième rapport [final] déposé au Sénat le 8 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1179 S)

Le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a examiné la *Loi électorale du Canada* et conclu que celle-ci ne protégeait pas suffisamment les élections canadiennes de l'influence étrangère et que le régime qui réglemente actuellement la publicité par des tiers en campagne électorale doit être modernisé pour assurer une meilleure transparence et équité électorale. Dans ce rapport, le comité

recommande que le gouvernement du Canada examine et révise la *Loi* en vue de mieux protéger l'équité électorale et prévenir l'influence étrangère.

Justice différée, justice refusée :
L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada

(Dix-neuvième rapport [final] déposé au Sénat le 14 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1195 S)

Les délais dans les procédures pénales représentent maintenant un problème de taille au Canada puisque de nombreuses affaires prennent trop de temps à régler. Lorsque les tribunaux jugent qu'il y a eu atteinte au droit constitutionnel d'un accusé à être jugé dans un délai raisonnable (comme le garantit l'article 11(b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*), ils peuvent ordonner un arrêt des procédures. Pareille démarche met fin au processus avant qu'un procès n'ait été mené à bien sur le mérite de la cause, ce qui mine la confiance des Canadiens en notre système de justice et peut éprouver durement les victimes. Entre le 3 février 2016 et le 9 mars 2017, le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a entendu le témoignage de 138 personnes concernant la façon de rehausser l'équité et l'efficacité du système. Il a aussi reçu des dizaines de mémoires écrits et s'est rendu à Vancouver, Calgary, Saskatoon, Montréal et Halifax pour entendre les points de vue des gens de là-bas et connaître des pratiques exemplaires susceptibles de régler ces questions complexes.

Dans le rapport final de cette étude, le comité formule 50 recommandations pour gérer les délais et moderniser le système pénal, dont 13 sont jugées être prioritaires. Le comité a cerné des étapes que la ministre fédérale de la Justice, les gouvernements provinciaux, le milieu judiciaire et bien d'autres personnes engagées dans le système de justice doivent suivre pour régler cette crise.

Comité permanent des finances nationales (NFFN)

Soyons prêts : Pour une nouvelle génération d'aînés actifs

(Douzième rapport [intérimaire] déposé auprès du greffier du Sénat le 27 juin 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1242 S)

Le comité a commencé à examiner les répercussions financières et régionales du vieillissement de la population du Canada et a déterminé que le nombre croissant de personnes nécessitant des soins—à la maison ou à l'hôpital—pourrait exiger du gouvernement fédéral qu'il modifie la façon dont il alloue le financement aux gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, compte tenu surtout du fait que la population vieillissante n'est pas également répartie d'une province à l'autre. Le comité recommande vivement au gouvernement fédéral d'adopter une stratégie nationale pour les aînés afin de contrôler les coûts croissants associés au vieillissement de la population tout en veillant à ce que les Canadiens âgés reçoivent les soins dont ils ont besoin.

Mieux planifier, mieux investir : Assurer la transparence, la reddition de compte et la prévisibilité des programmes d'infrastructures fédéraux

(Vingtième rapport [deuxième intérimaire] déposé auprès du greffier du Sénat le 6 juillet 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1243 S)

Le deuxième rapport intérimaire du comité sur la conception et la prestation du programme gouvernemental de financement de l'infrastructure de plusieurs milliards de dollars contient sept recommandations visant à améliorer le programme d'infrastructure du gouvernement. Le comité demande au gouvernement de rendre publiques toutes les données sur les projets d'infrastructure pour lesquels du

financement a été approuvé, sauf dans les cas où il est question de défense et de sécurité nationales. Le nouveau programme d'infrastructure du gouvernement fédéral doit se prêter à un examen minutieux et être assorti de règles que tout le monde peut comprendre pour veiller à ce que les Canadiens puissent obtenir le meilleur rapport qualité-prix.

Un régime fiscal équitable, simple et concurrentiel : La voie à suivre pour le Canada

(Vingt-quatrième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 13 décembre 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1764 S)

Après une étude exhaustive et des consultations à la grandeur du Canada auprès de témoins de nombreux secteurs, dont ceux des services financiers, des soins de santé, de l'agriculture, du milieu universitaire, du gouvernement, des petites entreprises et des syndicats, le comité a conclu que les changements que le ministre des Finances a proposé d'apporter à la *Loi de l'impôt sur le revenu* au cours de l'été 2017 n'étaient pas suffisamment détaillés et avaient des conséquences involontaires. Les propositions concernant la répartition du revenu et le revenu passif ont particulièrement préoccupé les propriétaires de sociétés privées. Le comité a recommandé au gouvernement de retirer les changements qu'il a proposés et d'entreprendre plutôt un examen complet du régime fiscal du Canada.

Comité permanent des langues officielles (OLLO)

Horizon 2018 : Vers un appui renforcé à l'apprentissage du français en Colombie-Britannique

(Quatrième rapport [final] déposé au Sénat le 31 mai 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1132 S)

Dans son rapport intitulé *Horizon 2018 : Vers un appui renforcé à l'apprentissage du français en Colombie-Britannique*, le Comité sénatorial permanent des langues officielles formule 17 recommandations pour permettre au gouvernement fédéral de respecter ses engagements en matière de langues officielles en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la *Loi sur les langues officielles*. Avec le soutien du gouvernement fédéral, le gouvernement de la Colombie-Britannique doit lui aussi collaborer avec les intervenants en éducation en français dans la mise en œuvre des recommandations du rapport.

Les recommandations du comité sénatorial visent les écoles francophones, les programmes d'immersion française et la francophonie de la Colombie-Britannique dans son ensemble, y compris les francophones et les francophiles, ainsi que l'appui auquel ils ont droit.

Selon ce rapport, le gouvernement fédéral doit promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français, l'une des deux langues officielles du Canada, et appuyer le développement de la communauté francophone de la Colombie-Britannique. Il est primordial pour le gouvernement fédéral, avec l'appui du gouvernement provincial, de voir à la mise en œuvre des droits constitutionnels en garantissant aux citoyens l'accès à l'enseignement du français langue première, de la petite enfance jusqu'au postsecondaire. Il faut également donner la possibilité à un plus grand nombre de jeunes Canadiens de devenir bilingues en leur donnant accès à des programmes d'immersion française.

La modernisation de la Loi sur les langues officielles : La perspective des jeunes Canadiens

(Septième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 16 février 2018 –
Document parlementaire n° 1/42-1863 S)

Dans un rapport intitulé *La modernisation de la Loi sur les langues officielles : La perspective des jeunes Canadiens*, les membres du Comité sénatorial des langues officielles ont fait l'éloge des jeunes Canadiens

tout en soulignant leur engagement et leur passion à l'égard du français et de l'anglais. Des jeunes âgés de 14 à 25 ans ont indiqué au comité à quel point ils tenaient à vivre une vie riche dans les deux langues.

Cela dit, la *Loi sur les langues officielles* est muette au sujet des jeunes. La partie VII de la *Loi*, qui porte sur la promotion du français et de l'anglais et sur l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, ne contient aucune disposition qui traite expressément des jeunes. Or, les jeunes veulent que le gouvernement fédéral les consulte lorsqu'il envisage des mesures qui pourraient les concerner.

Ce rapport est le premier d'une série de six que le comité publiera au cours de son étude. Les sénateurs ont l'intention de consulter cinq groupes de la population avant de publier, en 2019 (l'année du 50^e anniversaire de l'adoption de la *Loi*), leur rapport final dans lequel ils présenteront des recommandations concrètes au gouvernement fédéral.

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense (SECD)

Sous-financement des Forces armées canadiennes : Passons de la parole aux actes

(Dixième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 13 avril 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1047 S)

Le 21 avril 2016, le Sénat a autorisé le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense à examiner, pour en faire rapport, les questions relatives à l'examen de la politique de défense entrepris à l'époque par le gouvernement. Ce rapport intérimaire portait sur des questions entourant le financement des Forces canadiennes, les défis découlant de l'approvisionnement militaire et les risques pour l'infrastructure essentielle du Canada. Entre autres recommandations, il propose que le Canada accroisse ses dépenses militaires à 2 % du PIB et qu'il modifie son système d'approvisionnement militaire pour accélérer le processus et en accroître l'efficacité. Ce rapport intérimaire fait aussi valoir que le gouvernement doit rehausser ses efforts pour coordonner les cyberdéfenses et protéger l'infrastructure essentielle. Enfin, il soutient qu'il est nécessaire de dégager un consensus entre les partis sur les questions militaires, ainsi que sur les examens de la défense quadriennale, de la sécurité nationale et de la politique étrangère. Le comité a entendu 66 témoins à Ottawa de mai à décembre 2016. Ce rapport intérimaire, publié en avril 2017, contenait 16 recommandations à l'intention du gouvernement fédéral.

Réinvestir dans les Forces armées canadiennes : Un plan pour l'avenir

(Onzième rapport [final] déposé au Sénat le 8 mai 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-1086 S)

Le 21 avril 2016, le Sénat a autorisé le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense à examiner, pour en faire rapport, des questions relatives à l'examen de la politique de défense entrepris à l'époque par le gouvernement. Le rapport décrit la façon dont le gouvernement peut traiter efficacement les enjeux stratégiques auxquels le Canada et les membres des Forces armées canadiennes sont confrontés au XXI^e siècle. Il tient compte du fait que le Canada est un pays de la taille d'un continent aux exigences complexes en matière de défense, notamment la plus longue côte au monde et trois océans à protéger. Le comité a entendu 66 témoins à Ottawa de mai à décembre 2016. Le rapport, publié en mai 2017, contenait 30 recommandations à l'intention du gouvernement fédéral.

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (SOCI)

Défi en vue : Intégrer les technologies de la robotique, de l'intelligence artificielle et de l'impression en 3D dans les systèmes canadiens de soins de santé

(Dix-huitième rapport [final] déposé au Sénat le 31 octobre 2017 –

Document parlementaire n° 1/42-1663 S)

En octobre 2017, le comité a complété son étude sur le rôle de l'automatisation dans le système de soins de santé. Au cours des douze mois qu'aura duré l'étude, il a tenu 12 réunions, mené deux visites sur place, et entendu 28 témoins, dont des chercheurs, des bailleurs de fonds de la recherche, des éthiciens, des entrepreneurs et des fournisseurs de soins de santé.

Les témoins ont dit au comité que la robotique, l'intelligence artificielle et l'impression en 3D pourraient éventuellement réduire les coûts des soins de santé et faire en sorte qu'il soit possible de rendre des diagnostics plus rapides et exacts et de prédire certaines maladies, ce qui permettrait ainsi de les traiter proactivement. Le comité a aussi entendu des témoignages voulant que l'intelligence artificielle surpasse les spécialistes des soins de santé au chapitre du diagnostic et de la classification de certains types de cancer et d'autres maladies. De même, on a décrit la chirurgie robotique comme étant plus sécuritaire, moins intrusive et plus précise que la chirurgie traditionnelle.

Dans son rapport, le comité souligne certains des changements révolutionnaires futurs dans le système de soins de santé du Canada. Il conclut que, bien que ces changements puissent profiter grandement aux patients, aux médecins et aux travailleurs de la santé, ces innovations soulèvent toutefois des questions d'éthique et de protection de la vie privée et des considérations importantes quant au besoin de renouveler le système de prestation de soins de santé, aux conséquences sur les soins à domicile et la prestation de soins en régions rurales et éloignées, à d'éventuels réaménagements des effectifs, ainsi qu'à la nécessité d'assurer une surveillance réglementaire.

Le comité a formulé 14 recommandations en tout. Il a notamment exhorté le gouvernement fédéral de miser sur la recherche de pointe du Canada dans le domaine de l'intelligence artificielle et à rassembler régulièrement les intervenants afin de suivre les progrès de l'intégration ainsi que les questions qu'elle soulève.

Comité permanent des transports et des communications (TRCM)

Paver la voie : Technologie et le futur du véhicule automatisé

(Neuvième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 29 janvier 2018 –

Document parlementaire n° 1/42-1785 S)

En réponse à une demande du ministre des Transports, le comité a entamé son étude des questions réglementaires et techniques relatives au déploiement des véhicules branchés et automatisés en février 2017. Le secteur de l'automobile traverse une période de changement technologique rapide; les ordinateurs, les logiciels, les capteurs et les réseaux branchés servent de plus en plus à accroître la sûreté des véhicules pour les conducteurs et les passagers. Ces technologies offriront des avantages considérables, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de consommation de carburant; l'amélioration de la sûreté et de la sécurité des transports; la hausse de l'efficacité, de la mobilité et de l'accessibilité; et la création de débouchés économiques pour les emplois et les investissements dans la technologie de pointe au Canada. Par contre, un certain nombre de préoccupations en ce qui touche les

pertes d'emplois, les questions de respect de la vie privée, la cybersécurité, l'étalement urbain et l'infrastructure ont été soulevées à l'égard de ces technologies.

Compte tenu à la fois des avantages et des défis potentiels que présentent ces technologies, ainsi que le besoin pressant d'une action gouvernementale, le comité a formulé 16 recommandations au gouvernement fédéral pour s'assurer que le Canada déploie avec succès des véhicules branchés et automatisés.

Partie II — Profils des comités 2017–2018

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA)

A. Renseignements généraux

À l'exercice financier 2017–2018, le comité a examiné quatre projets de loi et déposé trois rapports sur des études spéciales. Au printemps 2017, il a poursuivi son étude approfondie du projet de loi C-30, Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures, puis en a fait rapport sans amendement, mais avec des observations. Il a aussi peu après fait rapport de son étude sur le projet de loi C-31, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine, ainsi que sur la teneur des éléments de la section 1 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures.

Le comité a ensuite achevé et déposé en juin 2017 deux rapports sur des études spéciales. Il a ainsi terminé ses études sur l'évolution récente de la situation politique et économique en Argentine ainsi que sur la coopération bilatérale entre le Canada et le Mexique dans une Amérique du Nord en mutation. Au cours de ces deux études spéciales, le comité a mené des missions d'étude à l'étranger durant l'exercice financier précédent. Enfin, le comité a déposé en juillet un rapport intérimaire sur l'aggravation de la crise au Venezuela.

À l'automne 2017, le comité a adopté un nouvel ordre de renvoi, et le Sénat l'a autorisé à examiner et à faire rapport sur l'impact de la culture et des arts canadiens sur la politique étrangère et la diplomatie du Canada ainsi que leur utilisation dans ces domaines, et d'autres questions connexes. En raison du calendrier parlementaire et de la réorganisation du comité en novembre, celui-ci a tenu sa première réunion consacrée à cette étude qu'à la fin du même mois. Il a entendu durant l'automne et l'hiver près de 45 témoins, notamment des représentants du gouvernement, d'industries, d'entreprises, de petites entreprises, d'associations artistiques ainsi que des artistes, des universitaires et des chercheurs. Le comité a continué son étude durant l'exercice financier suivant.

En mars 2018, le comité a entrepris une étude sur la teneur du projet de loi C-45, Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois, dans la mesure où il concerne les obligations internationales du Canada.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dixième	Projet de loi S-219, Loi visant à dissuader l'Iran de parrainer des actes constituant du terrorisme, de l'incitation à la haine et des violations des droits de la personne	2017-04-04	11	Projet de loi S-219, sans amendement
Onzième	Projet de loi C-30, Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures	2017-05-11	52	Projet de loi C-30, sans amendement mais avec observations
Douzième	Projet de loi C-31, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine	2017-05-18	5	Projet de loi C-31, sans amendement
Treizième	Étude sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine dans le cadre de leur répercussion possible sur les dynamiques régionale et globale, dont les politiques et intérêts du Canada, et d'autres sujets connexes	2017-06-01	12 (14 autres témoins rencontrés en Argentine lors d'une mission d'étude)	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Les relations entre le Canada et l'Argentine à l'aube d'une nouvelle ère?</i>
Quatorzième	La teneur des éléments de la section 1 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures	2017-06-01	5	Teneur des éléments du projet de loi C-44

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Quinzième	Étude sur le potentiel de renforcement de la coopération avec le Mexique depuis le dépôt du rapport du comité, en juin 2015, intitulé : <i>Voisins nord-américains : Maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité</i>	2017-06-14	5 (27 autres témoins rencontrés au Mexique lors d'une mission d'étude)	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Voisins nord-américains : La coopération entre le Canada et le Mexique en des temps incertains</i>
Seizième	Étude sur les relations étrangères et le commerce international en général	2017-07-20	8	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Aggravation de la crise au Venezuela : Enjeux pour le Canada et la région</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	43	51,6	-	130	7
2016–2017	38	46,6	36,8	104	7
2015–2016	21	25,3	-	49	5
2014–2015	40	50,9	30,0	125	6
2013–2014	29	38,2	-	77	5

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>22 998 \$</u>
TOTAL	22 998 \$

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice A. Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, Bovey, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cools, Cordy, Dawson, Downe, Eaton, Gold, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Housakos, Marwah, Ngo, Oh, Saint-Germain et Woo

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Présidente (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice A. Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-présidente (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Anne C. Cools (Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, Bovey, Cools, Cordy, Dawson, *Day (ou Mercer), Greene, *Harder (ou Bellemare ou Mitchell), Housakos, Marwah, Ngo, Oh, Saint-Germain, *Smith (ou Martin) et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Carignan, C.P., Cormier, Dagenais, Doyle, Duffy, Galvez, Griffin, Lankin, C.P., Manning, Martin, Massicotte, Neufeld, Omidvar, Patterson, Poirier, Pratte, Smith et Wells

Greffière du comité

Marie-Ève Belzile

Analystes et soutien administratif

Chantal Beaubien (Bibliothèque du Parlement)
Nadia Faucher (Bibliothèque du Parlement)
Marion Ménard (Bibliothèque du Parlement)
Natalie Mychajlyszyn (Bibliothèque du Parlement)
Pascal Tremblay (Bibliothèque du Parlement)
Debbie Larocque (adjointe administrative)
Stéphanie Pépin (adjointe administrative)

Comité permanent de l'agriculture et des forêts (AGFO)

A. Renseignements généraux

Pendant l'exercice, le Comité permanent de l'agriculture et des forêts a reçu trois ordres de renvoi :

- ✘ La réponse du gouvernement au septième rapport du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts intitulé *L'accès au marché mondial : donner le monde aux producteurs et transformateurs canadiens*, présenté au Sénat le 9 mai 2017;
- ✘ Une étude sur la façon pour le secteur des aliments à valeur ajoutée d'accroître sa compétitivité dans les marchés mondiaux;
- ✘ Un ordre de renvoi pour examiner, afin d'en faire rapport, les questions relatives à l'agriculture et aux forêts en général.

Le comité a poursuivi son étude concernant les effets des changements climatiques sur les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des forêts, et a tenu des audiences publiques à Ottawa. Dans le cadre de la même étude, il s'est rendu à Halifax, en Nouvelle-Écosse, et à Montréal, au Québec, du 1^{er} au 6 octobre 2017, ainsi qu'à Vancouver, en Colombie-Britannique, et à Calgary, en Alberta, du 18 au 23 mars 2018 pour tenir des audiences publiques et mener une mission d'information.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Étude sur l'acquisition des terres agricoles au Canada et ses retombées potentielles sur le secteur agricole	2017-04-06	-	Budget
Septième	Étude sur les priorités pour le secteur agricole et agroalimentaire canadien en matière d'accès aux marchés internationaux	2017-05-09	154	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>L'accès au marché mondial : Donner le monde aux producteurs et transformateurs canadiens</i>
Huitième	Étude sur l'impact potentiel des effets du changement climatique sur les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier	2017-06-15	-	Budget

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Neuvième	Étude sur l'impact potentiel des effets du changement climatique sur les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier	2018-02-01	-	Budget – fonds supplémentaires
Dixième	Étude sur l'acquisition des terres agricoles au Canada et ses retombées potentielles sur le secteur agricole	2018-03-09	66	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Une préoccupation croissante : Comment garder les terres agricoles entre les mains des agriculteurs canadiens</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	45	81,5	26,1	194	5
2016–2017	39	69,7	29,5	105	2
2015–2016	25	44,3	3,5	99	5
2014–2015	45	73,6	20,7	175	5
2013–2014	27	41,2	26,0	77	3

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	165 554 \$
Dépenses des témoins	<u>47 273 \$</u>
TOTAL	212 827 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Ghislain Maltais (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Terry M. Mercer (libéral au Sénat)

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Bernard, Beyak, *Carignan, C.P. (ou Martin), Dagenais, Gagné, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Maltais, McCoy, Mercer, Merchant, Ogilvie, Oh, Petitclerc, Plett, Pratte, Tardif et Woo

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Présidente (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Diane F. Griffin (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-présidents (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénateur Ghislain Maltais
(conservateur)

L'honorable sénateur Terry M. Mercer
(libéral au Sénat)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Dagenais, *Day (ou Mercer), Doyle, Gagné, Griffin, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Maltais, Mercer, Oh, Petitclerc, Pratte, *Smith (ou Martin), Tardif, Unger, Woo and *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Black (Ontario), Bovey, Eaton, Gold, Lankin, C.P., Marwah, McCallum et Omidvar

Greffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Aïcha Coulibaly (Bibliothèque du Parlement)

Daniele Lafrance (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

Annie Trudel (adjointe administrative)

Comité permanent des peuples autochtones (APPA)

A. Renseignements généraux

Pendant l'exercice 2017–2018, le comité a mené des travaux en fonction d'un ordre de renvoi précis visant à envisager à quoi ressemblerait une nouvelle relation entre le gouvernement et les Premières Nations, les Inuits et les Métis. À la fin de l'exercice financier, le comité a entamé une étude sur la teneur du projet de loi C-45 portant sur la légalisation du cannabis.

- ✧ Le comité a mené à bien ses travaux sur le projet de loi S-3, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription). Il a aussi étudié les projets de loi C-61 et C-70, pour lesquels il a fait rapport au Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Projet de loi S-3, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription)	2017-05-30	36	Projet de loi S-3, avec amendements
Septième	Étude sur les nouvelles relations entre le Canada et les Premières Nations, les Inuits et les Métis	2017-06-19	-	Budget
Huitième	Projet de loi C-61, Loi portant mise en vigueur de l'accord en matière d'éducation conclu avec la Nation des Anishinabes et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois	2017-12-12	9	Projet de loi C-61, sans amendement
Neuvième	Étude sur les nouvelles relations entre le Canada et les Premières Nations, les Inuits et les Métis	2018-02-15	-	Budget – fonds supplémentaires
Dixième	Projet de loi C-70, Loi portant mise en vigueur de l'Entente sur la gouvernance de la nation crie entre les Cris d'Eeyou Istchee et le	2018-03-27	10	Projet de loi C-70, sans amendement

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	gouvernement du Canada, modifiant la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois			
--	---	--	--	--

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	36	67,8	27	144	5
2016–2017	33	59,4	31,5	105	3
2015–2016	19	29,9	-	56	6
2014–2015	44	79,4	59,5	135	6
2013–2014	30	49,3	-	72	4

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	98 174 \$
Dépenses des témoins	<u>73 752 \$</u>
TOTAL	171 926 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale au Sénat)

Vice-président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Beyak, Boniface, *Carignan, C.P. (ou Martin), Dyck, Enverga, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Lovelace Nicholas, McCoy, McPhedran, Meredith, Moore, Oh, Pate, Patterson, Raine, Sinclair et Tannas

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Présidente (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale au Sénat)

Vice-président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Scott Tannas (conservateur)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Boniface, Brazeau, Christmas, *Day (ou Mercer), Doyle, Dyck, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Lovelace Nicholas, Manning, McPhedran, Pate, Patterson, Raine, *Smith (ou Martin), Tannas et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Bovey, Coyle, Deacon, Dupuis, Frum, Gold, Hartling, Lankin, C.P., Manning, Martin, Marwah, Mégie, Ngo, Omidvar, Sinclair, Watt et White

Greffiers du comité

Mark Palmer

Barbara Reynolds (septembre 2017)

Analystes et soutien administratif

Brittany Collier (Bibliothèque du Parlement)

Michael Chalupovitsch (Bibliothèque du Parlement)

Elda Donnelly (adjointe administrative)

Comité spécial sur l'Arctique (ARCT)

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial spécial sur l'Arctique a été créé par un ordre du Sénat le 27 septembre 2017. On lui a donné pour mandat d'examiner les changements importants et rapides dans l'Arctique et les effets de ces changements sur les premiers habitants. Il doit présenter son rapport au plus tard le 10 décembre 2018. Le comité s'intéresse aux vues des peuples et des collectivités qui se rapportent aux thèmes soulevés dans le Cadre stratégique pour l'Arctique—Guide de discussion, comme les infrastructures, les économies, le savoir autochtone et la science, la protection de l'environnement, ainsi que l'Arctique dans un contexte mondial.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018

NÉANT

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	6	8,3	-	11	-

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>3 730 \$</u>
TOTAL	3 730 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidents

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur) (depuis le 19 mars 2018)

L'honorable sénateur Charlie Watt (libéral au Sénat) (jusqu'au 16 mars 2018)

Vice-présidents

L'honorable sénatrice Patricia Bovey (Groupe des sénateurs indépendants) (depuis le 19 mars 2018)

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur) (jusqu'au 19 mars 2018)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection et modifiés par le Sénat le 5 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Bovey, *Day (ou Mercer), Eaton, Galvez, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), McPhedran, Neufeld, Oh, Pate, Patterson, *Smith (ou Martin), Watt and *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Coyle, Day and Gold

Greffière du comité

Maxime Fortin

Analystes et soutien administratif

Sara Fryer (Bibliothèque du Parlement)

Thai Nguyen (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjoindte administrative)

Comité permanent des banques et du commerce (BANC)

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a étudié trois projets de loi et la teneur d'un projet de loi budgétaire. Il a aussi participé à trois études spéciales et s'est penché sur des questions générales ayant trait au système financier canadien.

Dans le cadre de son étude du projet de loi S-224, Loi sur les paiements effectués dans le cadre de contrats de construction, le comité a tenu six réunions et a entendu 24 témoins, y compris le secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Dans son rapport d'avril 2017, le comité a adopté la mesure législative avec des amendements.

Le comité a tenu cinq réunions et a entendu 12 témoins, dont le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, dans le cadre de son étude du projet de loi C-25, Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi canadienne sur les coopératives, la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et la Loi sur la concurrence. Dans son rapport de décembre 2017, le comité a adopté la mesure législative avec des amendements.

Dans le cadre de son étude du projet de loi S-237, Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel), le comité a tenu quatre réunions et entendu 11 témoins. Dans son vingtième rapport, il a adopté la mesure législative avec des amendements.

En mai et en juin 2017, le comité a étudié la teneur des éléments des sections 3, 8, 18 et 20 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le comité a tenu six réunions et a entendu 29 témoins, y compris le ministre des Finances et divers fonctionnaires de cinq ministères et organismes fédéraux, ainsi que des représentants de groupes de réflexion, de régimes de retraite et des secteurs du développement économique, des entreprises, des services financiers et du milieu universitaire. Dans son rapport de juin, le comité a mis en lumière le témoignage portant sur les diverses sections qu'il a examinées et formulé des observations sur certains points qui le préoccupaient.

En octobre 2017, le Sénat a autorisé le comité à étudier, pour en faire rapport, des questions et préoccupations relatives à la cybersécurité et à la cyberfraude. Au cours de l'automne et de l'hiver, le comité a entendu 32 témoins, soit des représentants du gouvernement, d'associations de l'industrie, d'entreprises de cybersécurité, de petites entreprises, de chambres de commerce et de groupes de réflexion, ainsi que des experts en cybersécurité, des universitaires et des chercheurs. Le comité a poursuivi son étude pendant l'exercice suivant.

Également en octobre 2017, le Sénat a autorisé le comité à examiner, pour en faire rapport, des questions portant sur la gestion des risques systémiques dans le système financier, tant à l'échelle nationale qu'internationale. En raison du programme législatif et de la réorganisation du comité en novembre, ce dernier n'a encore tenu aucune réunion dans le cadre de cette étude, mais il entend la poursuivre pendant le nouvel exercice.

En janvier 2018, le comité a amorcé une étude sur les effets que les enjeux économiques concurrentiels pourraient avoir sur les importateurs et les exportateurs canadiens. Le comité s'est aussi dit intéressé à se pencher sur les mesures que le gouvernement pourrait prendre pour s'assurer que les entreprises

canadiennes restent concurrentielles à l'échelle mondiale. Il a poursuivi son étude au cours de l'exercice suivant en vue de formuler des recommandations sur les façons de cerner les débouchés et d'atténuer les problèmes auxquels font face les entreprises canadiennes sur le plan concurrentiel.

Dans le cadre de son examen continu de l'état actuel du système financier national et international, le comité a aussi entendu le gouverneur et le gouverneur adjoint de la Banque du Canada à deux reprises pendant l'exercice concernant les rapports sur la politique monétaire de l'automne et du printemps.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Douzième	Projet de loi S-224, Loi sur les paiements effectués dans le cadre de contrats de construction	2017-04-04	24	Projet de loi S-224, avec amendements
Treizième	Étudier les questions actuelles et émergentes dans le secteur bancaire et la politique monétaire aux États-Unis	2017-04-11	-	Budget
Quatorzième	La teneur des éléments des sections 3, 8, 18 et 20 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures	2017-06-07	29	Teneur des éléments du projet de loi C-44
Quinzième	Étudier et produire un rapport sur la création d'un corridor national au Canada afin d'améliorer et de faciliter le commerce et les échanges intérieurs	2017-06-21	40	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Une préoccupation croissante : Corridor national : Améliorer et faciliter le commerce et les échanges intérieurs</i>
Seizième	Étudier les questions actuelles et émergentes dans le secteur bancaire et	2017-06-28	0	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Étudier les questions actuelles et</i>

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	la politique monétaire aux États-Unis			<i>émergentes dans le secteur bancaire et la politique monétaire aux États-Unis</i>
Dix-septième	Étude sur la situation actuelle du régime financier canadien et international	2017-10-31	44	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Les coopératives de crédit et l'utilisation des termes « banque », « banquier » et « opérations bancaires »</i>
Dix-huitième	Étudier, pour en faire rapport, les questions et préoccupations relatives à la cybersécurité et à la cyberfraude	2017-12-07	-	Budget
Dix-neuvième	Projet de loi C-25, Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi canadienne sur les coopératives, la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et la Loi sur la concurrence	2017-12-14	12	Projet de loi C-25, avec amendements
Vingtième	Projet de loi S-237, Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel), avec amendements	2018-02-13	11	Projet de loi S-237, avec amendements

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	40	54,0	38,3	118	9
2016–2017	43	63,8	11,8	157	8
2015–2016	24	27,9	-	45	7
2014–2015	40	58,2	19,5	169	5

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

2013–2014	31	42,0	-	113	6
-----------	----	------	---	-----	---

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	50 976 \$
Dépenses des témoins	<u>13 123 \$</u>
TOTAL	64 099 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Black (Alberta), Campbell, *Carignan, C.P. (ou Martin), Day, Enverga, Greene, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Massicotte, Moncion, Plett, Ringuette, Smith, Tannas, Tardif, Tkachuk, Wallin et Wetston

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Douglas Black (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-présidente (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Carolyn Stewart Olsen (conservatrice)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Black (Alberta), Day, *Day (ou Mercer), Downe, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Maltais, Moncion, Ringuette, *Smith (ou Martin), Stewart Olsen, Tannas, Tkachuk, Unger, Wallin, Wetston et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Bellemare, Boisvenu, Carignan, C.P., Dagenais, Dawson, Forest, Galvez, Gold, MacDonald, Marshall, Marwah, Mockler, Neufeld, Omidvar, Patterson, Pratte, Sinclair, Smith et Woo

Greffières du comité

Lynn Gordon

Barbara Reynolds (de janvier à mars 2018)

Analystes et soutien administratif

Michaël Lambert-Racine (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'en juin 2017)

Olivier Leblanc-Laurendeau (Bibliothèque du Parlement) (de septembre jusqu'en octobre 2017)

Brett Stuckey (Bibliothèque du Parlement)

Adriane Young (Bibliothèque du Parlement)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (de janvier à septembre 2017)

Kalina Waltos (adjointe administrative) (depuis septembre 2017)

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration (CIBA)

A. Renseignements généraux

Le comité a pour mandat d'étudier toutes les questions de nature financière ou administrative se rapportant à la gestion interne du Sénat. Il examine et autorise les demandes budgétaires des comités, fixe des lignes directrices et des politiques sur des questions comme les dépenses de recherche et de voyage des sénateurs, et détermine le bien-fondé de l'utilisation des ressources du Sénat. Il convient de noter que le comité est autorisé à honorer son mandat en autonomie sans dépendre d'un ordre de renvoi du Sénat (article 12-7(1)).

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Douzième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-05-09	-	<i>Règlement administratif du Sénat révisé</i>
Treizième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-05-16	-	Budget – consultant en communications
Quatorzième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-06-08	-	Rapport de voyage à l'étranger
Quinzième	Proposer des modifications au <i>Règlement administratif du Sénat</i> , afin que tous les groupes (caucus) de sénateurs reçoivent du financement pour le maintien d'un secrétariat et la réalisation d'activités de recherche, peu importe si le caucus	2017-06-15	2	<i>Règlement administratif du Sénat révisé – Caucus</i>

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	est fondé sur une affiliation politique ou non			
Seizième	Proposer des modifications au <i>Règlement administratif du Sénat</i> , afin que tous les groupes (caucus) de sénateurs reçoivent du financement pour le maintien d'un secrétariat et la réalisation d'activités de recherche, peu importe si le caucus est fondé sur une affiliation politique ou non	2017-06-15	2	<i>Règlement administratif du Sénat révisé – Caucus</i>
Dix-septième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-09-21	-	Rapport de voyage à l'étranger
Dix-huitième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-09-26	-	Nomination de la légiste et conseillère parlementaire du Sénat
Dix-neuvième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-10-17	-	Budget – législation
Vingtième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-10-26	-	Rapport de voyage à l'étranger
Vingt et unième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-11-28	-	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Audit et surveillance</i>
Vingt-deuxième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2017-12-14	2	<i>États financiers du Sénat du Canada pour l'année terminée le 31 mars 2017.</i>
Vingt-troisième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des	2018-01-30	-	Budget – législation

	questions financières et administratives			
Vingt-quatrième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2018-02-08	-	Rapport de voyage à l'étranger
Vingt-cinquième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2018-02-08	-	<i>Budget principal des dépenses du Sénat pour l'exercice financier 2018–2019</i>
Vingt-sixième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2018-03-21	-	Rapport de voyage à l'étranger
Vingt-septième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2018-03-27	2	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Services de traduction parlementaire</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	22	29,8	39	16
2016–2017	24	33,3	24	8
2015–2016	18	22,4	2	5
2014–2015	25	32,9	19	10
2013–2014	21	34,7	30	11

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>776 \$</u>
TOTAL	776 \$

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Jane Cordy (libérale au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cordy, Downe, Dupuis, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Housakos, Jaffer, Lankin, C.P., Marshall, Marwah, McCoy, Mitchell, Munson, Omidvar, Smith, Tannas, Tkachuk et Wells

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Larry W. Campbell (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-présidents (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Denise Batters
(conservatrice)

L'honorable sénateur Jim Munson
(libéral au Sénat)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Dawson, *Day (ou Mercer), Forest, *Harder (ou Bellemare ou Mitchell), Jaffer, Marshall, Marwah, McCoy, Munson, Plett, Saint-Germain, *Smith (ou Martin), Tannas, Tkachuk, Verner, C.P., Wells et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Boisvenu, Boniface, Carignan, C.P., Cools, Cormier, Dean, Frum, Harder, C.P., Joyal, C.P., Massicotte, McCallum, McPhedran, Mégie, Moncion, Pate, Pratte, Ringuette, White et Woo

Greffières du comité

Nicole Proulx (jusqu'en novembre 2017)
Pascale Legault (depuis novembre 2017)

Soutien administratif

Le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du comité et de ses sous-comités de manières diverses.

Sous-comité de la vérification (AUDT)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé le Sous-comité de la vérification de superviser et de diriger la fonction de vérification interne du Sénat. Il examine et présente les rapports financiers trimestriels et les états financiers vérifiés. Il étudie aussi les plans d'action en matière de gestion pour s'assurer qu'ils soient efficacement mis en œuvre et qu'ils tiennent compte des recommandations et des observations découlant des vérifications internes.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

Les rapports suivants ont été présentés au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration :

- ✧ Cinquième rapport : Approbation des *États financiers du Sénat du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2017*;
- ✧ Sixième rapport : *Rapport financier trimestriel du Sénat du Canada pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2017*;
- ✧ Septième rapport : Approbation des *États financiers révisés du Sénat du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2017*;
- ✧ Huitième rapport : *Rapport financier trimestriel du Sénat du Canada pour le trimestre ayant pris fin le 30 septembre 2017*;
- ✧ Neuvième rapport : *Rapport financier trimestriel du Sénat du Canada pour le trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2017*.

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Présidents

L'honorable sénateur Larry W. Smith (conservateur) (jusqu'en décembre 2017)

L'honorable sénatrice Lucie Moncion (Groupe des sénateurs indépendants) (depuis décembre 2017)

Vice-présidents

L'honorable sénateur Larry W. Campbell (Groupe des sénateurs indépendants) (jusqu'en décembre 2017)

L'honorable sénatrice Denise Batters (conservatrice) (depuis décembre 2017)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 10 mars 2016)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell et Smith

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 7 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Batters, Carignan, C.P., Dawson, Moncion and Saint-Germain

Greffière du sous-comité*

Jodi Turner

* En plus de la greffière du sous-comité, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Sous-comité des budgets de comités (BUDG)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé le Sous-comité des budgets de comités d'examiner les budgets de comités et de formuler des recommandations sur l'affectation et le débloqué de fonds.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

Les rapports suivants ont été présentés au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration :

- ✧ Onzième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités;
- ✧ Douzième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités;
- ✧ Treizième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités;
- ✧ Quatorzième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités;
- ✧ Quinzième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités;
- ✧ Seizième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités;
- ✧ Dix-septième rapport : Recommandations d'allocations budgétaires pour les comités.

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Présidents

L'honorable sénateur Scott Tannas (conservateur) (jusqu'en décembre 2017)

L'honorable sénatrice Josée Verner, C.P. (Groupe des sénateurs indépendants) (depuis décembre 2017)

Vice-présidents

L'honorable sénatrice Jane Cordy (libérale au Sénat) (jusqu'en décembre 2017)

L'honorable sénateur Scott Tannas (conservateur) (depuis décembre 2017)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 10 mars 2016)

Les honorables sénateurs Cordy, Doyle et Tannas

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 7 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Carignan, C.P., Forest, Munson, Tannas et Verner, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018
Les honorables sénateurs Campbell et Saint-Germain

Greffière du sous-comité*
Shaila Anwar

* En plus de la greffière du sous-comité, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Sous-comité des communications (COMS)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé le Sous-comité des communications de conseiller le Sénat sur la stratégie de communications et sa mise en œuvre.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

Les rapports suivants ont été présentés au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration :

- ✧ Deuxième rapport : *Divulgence des dépenses des sénateurs.*

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Présidents

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur) (jusqu'en décembre 2017)

L'honorable sénateur Larry W. Campbell (Groupe des sénateurs indépendants) (depuis décembre 2017)

Vice-présidentes

L'honorable sénatrice Jane Cordy (libérale au Sénat) (jusqu'en décembre 2017)

L'honorable sénatrice Denise Batters (conservatrice) (depuis décembre 2017)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 10 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Batters, Cordy, Housakos, Mitchell (membre n'ayant pas le droit de vote) et Wells

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 14 avril 2017)

Les honorables sénateurs Batters, Cordy, Housakos, Jaffer, McCoy, Mitchell (membre n'ayant pas le droit de vote) et Saint-Germain

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 7 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Jaffer, Saint-Germain et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

L'honorable sénateur Plett

Greffière du sous-comité*

Shaila Anwar

* En plus de la greffière du sous-comité, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Sous-comité de la diversité (DVSC)

A. Renseignements généraux

Le Sous-comité de la diversité est un sous-comité du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration. Il est chargé d'examiner les questions de diversité au sein de l'effectif du Sénat ainsi que les rapports sur la diversité présentés par l'Administration du Sénat.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

NÉANT

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer (libérale au Sénat)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 2 février 2017)

Les honorables sénateurs Jaffer, Marshall, Omidvar et Tannas

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 7 décembre 2017)

Les honorables sénatrices Jaffer, Marshall et Saint-Germain

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Omidvar et Tannas

Greffier du sous-comité

Daniel Charbonneau

Analyste*

Michael Dewing (Bibliothèque du Parlement)

* En plus de l'analyste, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Sous-comité des ressources humaines (HRRH)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé le Sous-comité des ressources humaines d'examiner les questions relatives aux ressources humaines au Sénat, y compris la surveillance de la transformation de la Direction des ressources humaines. Il se penche aussi sur les conditions de travail et les avantages des employés du Sénat et procède à l'examen de la *Politique du Sénat sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail*.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

NÉANT

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Elaine McCoy (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-président

L'honorable sénateur Scott Tannas (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 7 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Jaffer, McCoy, Moncion, Tannas et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénatrices McPhedran et Saint-Germain

Greffier du sous-comité*

Daniel Charbonneau

* En plus du greffier du sous-comité, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Sous-comité de la Vision et du Plan à long terme (LTVP)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé le Sous-comité de la Vision et du Plan à long terme de superviser l'ensemble des étapes, des processus et des décisions nécessaires pour réinstaller le Sénat et les sénateurs dans leurs nouveaux locaux en collaboration avec l'Administration du Sénat. Il examine aussi la meilleure façon d'assurer les rénovations de l'édifice du Centre dans le respect de son patrimoine et l'intérêt du Sénat.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

NÉANT

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Scott Tannas (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral au Sénat)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 10 mars 2016)

Les honorables sénateurs Frum (membre n'ayant pas le droit de vote), Joyal, C.P. (membre n'ayant pas le droit de vote), Manning, Munson et Tannas

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 7 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Forest, McCoy, Munson, Plett et Tannas

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

L'honorable sénateur Pratte

Greffière du sous-comité*

Shaila Anwar

* En plus de la greffière du sous-comité, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Sous-comité des dépenses du Sénat (SEBS)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a chargé le Sous-comité des dépenses du Sénat d'examiner, pour en faire rapport, le budget principal des dépenses du Sénat, y compris les nouvelles demandes de financement, et toute demande de budget supplémentaire des dépenses. Il examine aussi les affectations de fonds pour les agents supérieurs du Sénat et les caucus, les bureaux des sénateurs et l'Administration du Sénat. Il est aussi appelé, à l'occasion, à étudier des questions relatives à la gestion du budget annuel du Sénat.

B. Rapports au Comité permanent en 2017–2018

Les rapports suivants ont été présentés au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration :

- ✧ Cinquième rapport : Recommandations du vérificateur général du Canada en matière de vérification et de surveillance;
- ✧ Sixième rapport : Examen du budget principal des dépenses du Sénat de 2018–2019.

C. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

D. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur David Wells (conservateur) (jusqu'en novembre 2017)

L'honorable sénatrice Lucie Moncion (Groupe des sénateurs indépendants) (depuis novembre 2017)

Vice-présidents

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer (libérale au Sénat) (jusqu'en novembre 2017)

L'honorable sénateur Scott Tannas (conservateur) (depuis novembre 2017)

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 21 avril 2016)

Les honorables sénateurs Campbell, Downe, Jaffer, Tannas, Tkachuk et Wells

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le 23 novembre 2017)

Les honorables sénateurs Jaffer, Moncion, Saint-Germain, Tannas et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Bellemare, Cordy, Dawson, Marshall, McCoy, Mercer, Plett, Verner, C.P. et Wells

Greffier du sous-comité*

Daniel Charbonneau

* En plus du greffier du sous-comité, le secrétariat du comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration soutien le travail du sous-comité de manières diverses.

Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs (CONF)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs a été instauré en vertu du *Règlement du Sénat* pour s'occuper de toute question relative au *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs*, et afin de donner des directives générales au conseiller sénatorial en éthique. Le Code décrit en détail les responsabilités du comité. Adopté par le Sénat en 2005, il a été modifié depuis à quatre occasions : en mai 2008, en mai 2012 et en avril et juin 2014. Toutes les modifications qui lui ont été apportées provenaient de recommandations faites par le comité.

La composition du comité est déterminée par un processus différent de ceux de tous les autres comités. Conformément au Code, deux membres sont élus par scrutin secret par les sénateurs du caucus du gouvernement, et deux autres, par scrutin secret par les sénateurs du caucus de l'opposition. Le cinquième est ensuite choisi par ces quatre membres. Quant au président du comité, il est élu par au moins quatre membres du comité. Toutefois, conformément à un ordre sessionnel adopté le 7 décembre 2016 et maintenu le 7 novembre 2017, la composition de ses membres a été modifiée et il est maintenant formé de deux membres du Parti conservateur du Canada, d'un des sénateurs libéraux au Sénat et de deux sénateurs n'appartenant pas à un parti reconnu. Les membres du comité forment une autorité intersessionnelle lors des périodes de prorogation ou de dissolution du Parlement et jusqu'à la constitution d'un nouveau comité dans la nouvelle session parlementaire.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Examen d'un rapport d'enquête du Conseiller sénatorial en éthique	2017-05-02	3	Examen d'un rapport d'enquête de la conseillère sénatoriale en éthique
Troisième	Examen d'un rapport d'enquête du Conseiller sénatorial en éthique	2017-06-21	0	Examen d'un rapport d'enquête de la conseillère sénatoriale en éthique
Quatrième	Examen d'un rapport d'enquête du Conseiller sénatorial en éthique	2018-03-01	0	Examen d'un rapport d'enquête de la conseillère sénatoriale en éthique

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	16	20,4	3	3
2016–2017	4	5,8	-	1
2015–2016	6	4,3	2	1
2014–2015	14	15,7	9	3
2013–2014	14	16,9	6	4

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018**1^{re} session, 42^e législature**

Présidente

L'honorable sénatrice A. Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral au Sénat)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Joyal, C.P., Patterson, Sinclair et Wetston

Greffier du comité

Blair Armitage

Analyste et soutien administratif

Dara Lithwick (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

Comité spécial sur le secteur de la bienfaisance (CSSB)

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial spécial sur le secteur de la bienfaisance a été créé par un ordre du Sénat le 30 janvier 2018. Il a reçu pour mandat d'examiner l'incidence des lois et des politiques fédérales et provinciales gouvernant les organismes de bienfaisance, les organismes sans but lucratif, les fondations et autres groupes semblables, ainsi que l'incidence du secteur bénévole au Canada. Le comité doit présenter son rapport final au plus tard le 31 décembre 2018.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018

NÉANT

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	1	0,3	-	-	-

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président (depuis le 26 février 2018)

L'honorable sénateur Terry M. Mercer (libéral du Sénat)

Vice-présidente (depuis le 26 février 2018)

L'honorable sénatrice Ratna Omidvar (Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 15 février 2018)

Les honorables sénateurs *Day (ou Mercer), Duffy, Frum, Griffin, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Martin, Mercer, Omidvar, Raine, *Smith (ou Martin) et *Woo (ou Saint-Germain)

Greffier du comité
Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif
Havi Echenberg (Bibliothèque du Parlement)
Nicole Sweeney (Bibliothèque du Parlement)
Kalina Waltos (adjointe administrative)

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (ENEV)

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a participé à une étude spéciale et a examiné quatre projets de loi.

En 2017–2018, le comité a poursuivi son étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Il a l'intention de formuler des recommandations pour aider le gouvernement fédéral à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone au plus tard le 31 décembre 2018.

Dans le cadre de cette étude spéciale, le comité a tenu 38 réunions et entendu 96 témoins au total, dont des fonctionnaires, des représentants des services publics d'électricité et de l'industrie, des spécialistes de l'énergie, des étudiants universitaires, d'importants consommateurs d'énergie et des représentants d'organismes environnementaux. Le 22 juin 2017, le comité a publié un deuxième rapport intérimaire sur le secteur des transports au Canada après la publication d'un premier rapport intérimaire sur le secteur de l'électricité en mars 2017. Il espère publier trois autres rapports intermédiaires et un rapport final contenant des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral.

Dans le cadre de cette étude sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, le comité a participé à une mission d'étude pendant l'exercice. Du 30 avril au 5 mai 2017, il a procédé à des visites sur le terrain et tenu des réunions d'information dans l'Est canadien, où il s'est rendu à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, à Summerside, Île-du-Prince-Édouard, à Saint John, Nouveau-Brunswick, et à Halifax, Nouvelle-Écosse.

Au cours de l'exercice, le comité a étudié quatre projets de loi. En avril 2017, il a d'abord mené à bien son examen du projet de loi S-229, Loi concernant la sûreté des infrastructures souterraines. Il a entendu deux témoins et tenu deux réunions à ce sujet. Il a adopté deux amendements, un pour clarifier que les territoires étaient compris lorsque le projet de loi faisait allusion aux provinces et un autre pour clarifier un article de la version anglaise.

En mai 2017, le comité a examiné le projet de loi C-18, Loi modifiant la Loi sur le parc urbain national de la Rouge, la Loi sur l'Agence Parcs Canada et la Loi sur les parcs nationaux du Canada. Après avoir entendu neuf témoins, y compris la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, des fonctionnaires et des intervenants, le comité a présenté son rapport au Sénat, sans amendements.

En juin 2017, le comité a examiné le projet de loi C-238, Loi relative à la stratégie nationale sur l'élimination sûre et écologique des lampes contenant du mercure. Le comité a entendu cinq témoins et présenté le projet de loi au Sénat sans amendements, mais avec des observations. Il espère que le gouvernement fédéral prêchera par l'exemple lorsqu'il est question de recycler les lampes contenant du mercure dans les milieux de travail fédéraux et les immeubles appartenant à l'État quand elles arriveront à la fin de leur vie utile.

Enfin, en décembre 2017, le comité a examiné le projet de loi C-17, Loi modifiant la Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon et modifiant une autre loi en conséquence. Le comité a tenu deux réunions et entendu 17 témoins, y compris des représentants du gouvernement du Yukon, d'associations minières et des Premières Nations, ainsi que des fonctionnaires fédéraux et la ministre des

Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord. Le comité a adopté le projet de loi sans amendements, mais a ajouté des observations dans son rapport. Il s'est dit préoccupé par l'absence d'un échéancier en ce qui concerne les règlements de remplacement. Il a recommandé que le gouvernement du Canada et ses partenaires dans ce processus rédigent et mettent en œuvre rapidement un texte de remplacement et que le gouvernement fédéral offre le financement et le soutien des capacités nécessaires.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Projet de loi S-229, Loi concernant la sûreté des infrastructures souterraines	2017-04-06	2	Projet de loi S-229, avec amendements
Septième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2017-04-06	-	Budget
Huitième	Projet de loi C-18, Loi modifiant la Loi sur le parc urbain national de la Rouge, la Loi sur l'Agence Parcs Canada et la Loi sur les parcs nationaux du Canada	2017-05-31	9	Projet de loi C-18, sans amendement
Neuvième	Projet de loi C-238, Loi concernant l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'élimination sûre et écologique des lampes contenant du mercure	2017-06-14	5	Projet de loi C-238, sans amendement mais avec des observations
Dixième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2017-06-22	191	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>La décarbonisation des transports au Canada</i>
Onzième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2017-10-26	-	Budget

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Douzième	Projet de loi C-17, Loi modifiant la Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon et modifiant une autre loi en conséquence	2017-12-24	17	Projet de loi C-17, sans amendement mais avec des observations
----------	--	------------	----	--

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	34	52,9	41,3	117	7
2016–2017	38	60,8	76,3	95	4
2015–2016	16	20,3	-	52	7
2014–2015	38	53,5	40,7	128	8
2013–2014	34	47,2	64,5	106	8

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	60 665 \$
Dépenses des témoins	<u>15 839 \$</u>
TOTAL	76 504 \$

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)**

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Paul J. Massicotte (Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Black (Alberta), *Carignan, C.P. (ou Martin), Day, Fraser, Griffin, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Lang, MacDonald, Massicotte, McCoy, Meredith, Mockler, Neufeld, Omidvar, Patterson, Seidman et Wetston

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Présidente (depuis le 28 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Rosa Galvez (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-président (depuis le 28 novembre 2017)

L'honorable sénateur Michael L. MacDonald (conservateur)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Cordy, *Day (ou Mercer), Dupuis, Fraser, Galvez, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), MacDonald, Massicotte, Mockler, Neufeld, Patterson, Richards, Seidman, *Smith (ou Martin), Wetston et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Beyak, Cormier, Dean, Duffy, Eggleton, C.P., Greene, Mitchell, Raine et Tannas

Greffière du comité

Maxime Fortin

Analystes et soutien administratif

Sam Banks (Bibliothèque du Parlement)

Jesse Good (Bibliothèque du Parlement) (depuis mars 2018)

Marc Leblanc (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'en mars 2018)

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (LCJC)

A. Renseignements généraux

La vaste majorité des travaux du Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles consiste en l'examen de mesures législatives, bien qu'il entreprenne parfois des études spéciales approfondies sur des domaines relatifs à son mandat.

Pendant l'exercice, après un examen complet et des audiences à la grandeur du Canada qui ont commencé en 2016 et auxquelles ont participé 139 témoins, notamment des juges à tous les échelons du système judiciaire, des procureurs de la Couronne, des avocats de la défense, des représentants des services de police et les personnes touchées directement par le système de justice pénale, le comité a déposé un rapport exhaustif contenant 50 recommandations pour traiter les retards et moderniser le système de justice, dont 13 ont été jugées être prioritaires. Le comité a dégagé des mesures que la ministre fédérale de la Justice, les gouvernements provinciaux, le pouvoir judiciaire et bien d'autres personnes engagées dans le système de justice devraient mettre en œuvre pour juguler cette crise. On recommande notamment la nomination des juges à la Cour supérieure la journée d'un départ à la retraite ainsi qu'une meilleure gestion des affaires de la part des juges par l'imposition de dates limites et la contestation d'ajournements inutiles.

En outre, le comité a déposé un rapport intitulé *Contrôler l'influence étrangère sur les élections canadiennes* après avoir examiné le rapport du directeur général des élections sur les élections fédérales du 19 octobre 2015 ainsi que la façon dont Élections Canada a mené ces élections. Dans son rapport, le comité formule cinq recommandations visant à prévenir l'influence étrangère dans les élections canadiennes futures et à assurer une meilleure équité électorale et transparence au chapitre des dépenses en publicité électorale engagées par des tiers. Une des principales conclusions du rapport a été que le gouvernement du Canada devrait examiner et réviser la Loi pour assurer une meilleure équité électorale et prévenir l'influence étrangère.

Au printemps, le comité a entamé son examen du projet de loi C-46, Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois, ainsi qu'une étude préliminaire du projet de loi C-45, Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois.

Au cours de l'exercice, le comité a étudié quatre projets de loi gouvernementaux et un projet de loi émanant d'un député.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatorzième	Projet de loi C-37, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes à d'autres lois	2017-04-13	24	Projet de loi C-37, avec amendements
Quinzième	Projet de loi C-16, Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel	2017-05-08	24	Projet de loi C-16, sans amendement
Seizième	La teneur des éléments des sections 10 et 17 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures	2017-06-06	15	Teneur des éléments du projet de loi C-44
Dix-septième	Étudier, pour en faire rapport, les rapports du directeur général des élections sur la 42 ^e élection générale du 19 octobre 2015 et les questions connexes relatives à la façon dont Élections Canada a dirigé l'élection	2017-06-08	3	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Contrôler l'influence étrangère sur les élections canadiennes</i>
Dix-huitième	Projet de loi S-236, Loi visant à reconnaître Charlottetown comme le berceau de la Confédération	2017-06-13	2	Projet de loi S-236, avec amendements
Dix-neuvième	Étude sur les questions relatives aux délais dans le	2017-06-14	139	Étude spéciale dont découle le rapport final

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	système de justice pénale au Canada			intitulé : <i>Justice différée, justice refusée : L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada</i>
Vingtième	Projet de loi C-305, Loi modifiant le Code criminel (méfait)	2017-06-21	6	Projet de loi C-305, sans amendement
Vingt et unième	Document intitulé <i>Propositions visant à corriger des anomalies, contradictions ou erreurs relevées dans les Lois du Canada et à y apporter d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à abroger certaines lois et dispositions ayant cessé d'avoir effet</i>	2017-06-21	5	<i>Propositions visant à corriger des anomalies, contradictions ou erreurs relevées dans les Lois du Canada et à y apporter d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à abroger certaines lois et dispositions ayant cessé d'avoir effet</i>
Vingt-deuxième	Projet de loi C-60, Loi visant à corriger des anomalies, contradictions ou erreurs relevées dans les Lois du Canada et à y apporter d'autres modifications mineures et non controversables ainsi qu'à abroger certaines lois et dispositions ayant cessé d'avoir effet	2017-12-04	3	Projet de loi C-60, sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	33	56,4	-	155	9
2016–2017	50	94,5	13,5	270	11
2015–2016	30	51,2	-	168	9

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

2014–2015	53	104,1	-	269	21
2013–2014	31	56,1	5,2	120	11

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	2 902 \$
Dépenses des témoins	<u>45 211 \$</u>
TOTAL	48 113 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président (jusqu'au 10 août 2017)

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Vice-président (jusqu'au 4 septembre 2017)

L'honorable sénateur George Baker, C.P. (libéral au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Batters, Boisvenu, Boniface, *Carignan, C.P. (ou Martin), Dagenais, Dupuis, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Jaffer, Joyal, C.P., McIntyre, Omidvar, Pate, Pratte, Runciman, Sinclair et White

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Serge Joyal, P.C. (libéral au Sénat)

Vice-présidents (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Pierre-Hugues
Boisvenu (conservateur)

L'honorable sénatrice Renée Dupuis
(Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Batters, Boisvenu, Boniface, Carignan, C.P., *Day (ou Mercer), Dupuis, Gold, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Jaffer, Joyal, C.P., McIntyre, Pratte, Sinclair, *Smith (ou Martin), White et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Christmas, Dean, Doyle, Duffy, Eaton, Forest, Fraser, Frum, Griffin, Harder, C.P., Lankin, C.P., MacDonald, Marshall, Martin, McPhedran, Mitchell, Moncion, Plett et Unger

Greffières du comité

Jessica Richardson (jusqu'en juin 2017)

Keli Hogan (depuis novembre 2018)

Analystes et soutien administratif

Maxime Charron-Tousignant (Bibliothèque du Parlement)

Robin Mackay (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'en janvier 2018)

Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)

Diane McMartin (adjointe administrative) (jusqu'en septembre 2017)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (depuis septembre 2017)

Comité spécial sur la modernisation du Sénat (MDRN)

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat a été créé à la suite de l'adoption d'une motion, le 12 décembre 2015, consistant à examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel. Le comité a considéré au cours de l'exercice comment le système de Westminster façonne la modernisation du Sénat et il a continué également d'étudier les façons possibles de modifier la structure et l'établissement des calendriers des comités du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	12	16,1	-	9	-
2016–2017	28	47,4	-	24	11
2015–2016	3	5,1	-	3	-

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	1 859 \$
TOTAL	1 859 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Thomas Johnson McInnis (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P. (ou Martin), Dean, Dupuis, Eggleton, C.P., Forest, Frum, Gagné, Greene, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Joyal, C.P., Lankin, C.P., Massicotte, McCoy, McInnis, McIntyre, Stewart Olsen, Tardif, Tkachuk et Wells

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Stephen Greene (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-présidents (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P.
(libéral au Sénat)

L'honorable sénateur Thomas Johnson McInnis
(conservateur)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs *Day (ou Mercer), Dean, Eggleton, C.P., Fraser, Frum, Greene, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Joyal, C.P., Lankin, C.P., Massicotte, McCoy, McInnis, Ngo, Oh, *Smith (ou Martin), Stewart Olsen, Verner, C.P., Wells et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Beyak, Gold, Maltais, Marshall, Marwah, Mockler, Neufeld, Poirier et Pratte

Greffier du comité

Blair Armitage

Analystes et soutien administratif

David Groves (Bibliothèque du Parlement)

Jean-Rodrigue Paré (Bibliothèque du Parlement)

Marc-André Roy (Bibliothèque du Parlement)

Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

Comité permanent des finances nationales (NFFN)

A. Renseignements généraux

Le comité a été créé en mai 1919 sous le nom de Comité des finances et, en 1968, il a été rebaptisé Comité des finances nationales. Ses travaux portent sur des questions relatives aux dépenses gouvernementales. Tel que le stipule le *Règlement du Sénat* (article 12-7(5)), le comité a pour mandat d'examiner les questions relatives aux budgets fédéraux en général, y compris les comptes publics et les rapports au vérificateur général et les finances gouvernementales.

Le comité a toujours été, et continue d'être, un des comités les plus occupés du Sénat. Une grande partie de ses travaux consiste en l'examen des prévisions budgétaires du gouvernement et des questions en découlant.

Étude du budget des dépenses et des projets de loi

Comme c'est la coutume, le comité a accordé une bonne partie de son attention au budget des dépenses, qui décrit les plans de dépenses du gouvernement. Il a tenu des réunions pour examiner divers aspects des dépenses prévues du gouvernement pour 2017–2018 et 2018–2019, y compris le budget principal des dépenses 2017–2018, le budget supplémentaire (A) 2017–2018, le budget supplémentaire (B) 2017–2018, le budget supplémentaire (C) 2017–2018 et, une nouveauté, le budget intérimaire des dépenses 2018–2019.

Le comité a aussi fait rapport sur deux projets de loi :

- ✧ Le projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures, avec un amendement;
- ✧ Le projet de loi C-63, Loi n°2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures, sans amendement.

Le comité a entrepris l'étude de la teneur du projet de loi C-44 avant qu'il soit déposé au Sénat, ce qui lui a permis d'entendre de nombreux témoins au sujet du projet de loi avant sa première lecture au Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quinzième	Étude sur le programme de plusieurs milliards de dollars du gouvernement fédéral pour le financement des infrastructures	2017-04-11	-	Budget

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Seizième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	2017-06-15	46	Deuxième rapport intérimaire sur le Budget principal des dépenses 2017–2018
Dix-septième	Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	2017-06-15	12	Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017–2018
Dix-huitième	Projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures	2017-06-20	2 (33 sur la teneur du projet de loi)	Projet de loi C-44, avec amendements
Dix-neuvième	Étude sur les incidences financières et considérations régionales du vieillissement démographique au pays	2017-06-27	14	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Soyons prêts : Pour une nouvelle génération d'aînés actifs</i>
Vingtième	Étude sur le programme de plusieurs milliards de dollars du gouvernement fédéral pour le financement des infrastructures	2017-07-06	51	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Mieux planifier, mieux investir : Assurer la transparence, la reddition de compte et la prévisibilité des programmes d'infrastructures fédéraux</i>
Vingt et unième	Étude sur les modifications proposées par le ministre des Finances à la Loi de l'impôt sur le revenu concernant l'imposition des sociétés privées et les stratégies de planification fiscale connexes	2017-10-04	-	Budget
Vingt-deuxième	Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	2017-12-06	14	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017–2018
Vingt-troisième	Projet de loi C-63, Loi n° 2 portant exécution de	2017-12-12	45	Projet de loi C-63, sans amendement

	certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures			
Vingt-quatrième	Étude sur les modifications proposées par le ministre des Finances à la Loi de l'impôt sur le revenu concernant l'imposition des sociétés privées et les stratégies de planification fiscale connexes	2017-12-13	136	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Un régime fiscal équitable, simple et concurrentiel : La voie à suivre pour le Canada</i>
Vingt-cinquième	Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	2018-03-22	17	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017–2018
Vingt-sixième	Budget provisoire des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019	2018-03-22	3	Rapport final sur le Budget provisoire des dépenses 2018–2019
Vingt-septième	Étude sur les questions qui pourraient survenir occasionnellement concernant les prévisions budgétaires du gouvernement en général, notamment les comptes publics, les rapports du vérificateur général et les finances publiques	2018-03-29	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	79	145,3	-	346	13
2016–2017	57	96,9	-	263	10

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

2015–2016	33	47,3	-	161	9
2014–2015	56	88,0	-	302	11
2013–2014	50	81,7	-	267	12

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	194 921 \$
Dépenses des témoins	<u>25 858 \$</u>
TOTAL	220 779 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Anne C. Cools (Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Baker, C.P., Black (Alberta), *Carignan, C.P. (ou Martin), Cools, Cowan, Day, Eaton, Forest, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Marshall, Mockler, Moncion, Neufeld, Pratte, Smith et Woo

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 20 novembre 2017)

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-présidents (depuis le 28 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer
(libérale au Sénat)

L'honorable sénateur André Pratte
(Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Andreychuk, Black (Alberta), Campbell, Cools, Day, *Day (ou Mercer), Eaton, Forest, *Harder (ou Bellemare ou Mitchell), Jaffer, Marshall, Mockler, Neufeld, Pratte, *Smith (ou Martin) et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Atallahjan, Batters, Bellemare, Dagenais, Dean, Doyle, Eggleton, C.P., Fraser, Frum, Galvez, Lang, Maltais, Marwah, Massicotte, McIntyre, Mercer, Mitchell, Moncion, Ngo, Ogilvie, Oh, Omidvar, Plett, Raine, Stewart Olsen, Tannas, Tkachuk, Unger et Wetston

Greffière du comité
Gaëtane Lemay

Analystes et soutien administratif

Sylvain Fleury (Bibliothèque du Parlement)

Olivier Leblanc-Laurendeau (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'en septembre 2017)

Alex Smith (Bibliothèque du Parlement) (depuis septembre 2017)

Louise Martel (adjointe administrative)

Comité permanent des langues officielles (OLLO)

A. Renseignements généraux

En 2017–2018, le Comité permanent des langues officielles a mené une étude sur les défis associés à l'accès aux écoles de langue française et aux programmes d'immersion en français en Colombie-Britannique.

Le comité a aussi entrepris une étude sur les vues des Canadiens concernant la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, qui aura 50 ans en 2019.

Le comité a aussi reçu un autre ordre de renvoi :

- ✧ La réponse du gouvernement au quatrième rapport du Comité permanent des langues officielles, intitulé *Horizon 2018 : Vers un appui renforcé à l'apprentissage du français en Colombie-Britannique*, déposé au Sénat le 31 mai 2017.

Le comité a poursuivi son étude de l'application de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que de la réglementation et des directives s'y rapportant dans les institutions assujetties à cette mesure législative.

Dans le cadre de son étude sur les vues des Canadiens concernant la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, le comité s'est rendu à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, du 20 au 23 septembre 2017, et à Winnipeg, Manitoba, du 14 au 17 février 2018 pour tenir des consultations publiques et mener des missions d'information.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur les défis liés à l'accès aux écoles françaises et aux programmes d'immersion française de la Colombie-Britannique	2017-04-06	-	Budget
Quatrième	Étude sur les défis liés à l'accès aux écoles françaises et aux programmes d'immersion française de la Colombie-Britannique	2017-05-31	48	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Horizon 2018 : Vers un appui renforcé à l'apprentissage du français en Colombie-Britannique</i>

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Cinquième	Examiner, pour en faire rapport, la perspective des Canadiens au sujet d'une modernisation de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2017-06-15	-	Budget
Sixième	Examiner, pour en faire rapport, la perspective des Canadiens au sujet d'une modernisation de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2017-12-14	-	Budget
Septième	Examiner, pour en faire rapport, la perspective des Canadiens au sujet d'une modernisation de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2018-02-16	123	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>La modernisation de la Loi sur les langues officielles : La perspective des jeunes Canadiens</i>
Huitième	Examiner, pour en faire rapport, la perspective des Canadiens au sujet d'une modernisation de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2018-03-29	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	26	48,4	8,5	111	6
2016–2017	21	39,0	12,7	76	1
2015–2016	12	15,9	-	41	4
2014–2015	23	39,0	-	72	3
2013–2014	19	30,2	7,5	57	3

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	82 202 \$
Dépenses des témoins	<u>12 874 \$</u>
TOTAL	95 076 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale au Sénat)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Rose-May Poirier (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Bovey, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cormier, Fraser, Gagné, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Maltais, McIntyre, Mégie, Mockler, Moncion, Poirier, Seidman et Tardif

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénateur René Cormier (Groupe des sénateurs indépendants)

Vice-présidente (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Rose-May Poirier (conservatrice)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Cormier, *Day (ou Mercer), Gagné, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Maltais, McIntyre, Mégie, Mockler, Moncion, Poirier, *Smith (ou Martin), Tardif et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Beyak, Boisvenu, Dagenais, Oh et Smith

Greffiers du comité

Kevin Pittman (jusqu'en juin 2017)

François Michaud (depuis septembre 2017)

Analyste et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjointe administrative) (jusqu'en août 2017)

Tracy Amendola (adjointe administrative) (de septembre 2017 à février 2018)

Stéphanie Pépin (adjointe administrative) (depuis mars 2018)

Comité permanent des pêches et des océans (POFO)

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans a été autorisé, le 14 avril 2016, à examiner les opérations de recherche et de sauvetage maritimes, y compris les défis et possibilités actuels. Les audiences dans le cadre de l'étude ont commencé en mai 2016 et se sont poursuivies jusqu'en mai 2018. Pendant l'étude, on a mené des missions d'information en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve, en Angleterre, en Irlande, en Norvège, au Danemark, en Colombie-Britannique et à Québec. Le comité a aussi tenu des audiences publiques à Halifax, Nouvelle-Écosse, et à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador. Il a reporté sa date de présentation de rapport du 20 juin 2018 au 31 décembre 2018 pour pouvoir mener une mission d'information dans le Grand Nord canadien en octobre 2018.

Le projet de loi S-203, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (fin de la captivité des baleines et des dauphins), a été renvoyé au comité le 23 novembre 2016. Le comité a commencé son examen du projet de loi le 28 février 2017 avec le témoignage de l'ancien sénateur Wilfred Moore, qui l'avait parrainé avant de prendre sa retraite du Sénat. Le comité a entendu un certain nombre d'autres témoins jusqu'en octobre 2017. Il a présenté un rapport au Sénat contenant trois amendements. Le projet de loi fait actuellement l'objet d'une troisième lecture au Sénat.

Le projet de loi S-238, Loi modifiant la Loi sur les pêches et la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial (importation de nageoires de requin), a été renvoyé au comité le 23 novembre 2017. Le comité a entamé son examen du projet de loi le 5 décembre 2017 avec le témoignage du sénateur Michael L. MacDonald, parrain du projet de loi. Il a entendu divers autres témoins jusqu'au 8 février 2018. Il a fait rapport de la mesure législative au Sénat avec six amendements. Le projet de loi fait actuellement l'objet d'une troisième lecture au Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Étude sur les activités de recherche et sauvetage maritimes, y compris les défis et les possibilités qui existent	2017-04-13	-	Budget
Septième	Projet de loi S-203, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (fin de la captivité des baleines et des dauphins)	2017-10-31	30	Projet de loi S-203, avec amendements
Huitième	Étude sur les activités de recherche et sauvetage	2018-02-01	-	Budget

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	maritimes, y compris les défis et les possibilités qui existent			
Neuvième	Projet de loi S-238, Loi modifiant la Loi sur les pêches et la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial (importation de nageoires de requin)	2018-02-13	15	Projet de loi S-238, avec amendements
Dixième	Étude sur les activités de recherche et sauvetage maritimes, y compris les défis et les possibilités qui existent	2018-03-29	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	30	35,1	51,8	55	5
2016–2017	27	46,9	33,0	90	3
2015–2016	10	8,8	-	2	6
2014–2015	27	49,3	69,0	113	5
2013–2014	15	20,5	15,5	39	5

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	83 714 \$
Dépenses des témoins	<u>15 472 \$</u>
TOTAL	99 186 \$

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale au Sénat) (jusqu'au 7 septembre 2017)

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral au Sénat) (du 17 octobre au 19 novembre 2017)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), Enverga, Forest, Gold, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Hartling, Hubley, Manning, McCoy, McInnis, Munson, Omidvar, Poirier, Raine, Sinclair, Stewart Olsen et Watt

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-président (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénateur Marc Gold (Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Christmas, *Day (ou Mercer), Gold, Greene, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Hartling, Manning, McInnis, Munson, Plett, Poirier, Raine, Ringuette, *Smith (ou Martin), Watt et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Boisvenu, Bovey, Brazeau, Carignan, C.P., Coyle, Deacon, Downe, Doyle, Duffy, Dyck, Housakos, MacDonald, Martin, McIntyre, Pate et Unger

Greffiers du comité

Max Hollins (jusqu'en juin 2017)

Mireille LaForge (de septembre à octobre 2017)

Barbara Reynolds (de novembre 2017 à mars 2018)

Chantal Cardinal (depuis mars 2018)

Analyste et soutien administratif

Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjoindte administrative) (jusqu'en septembre 2017)

Debbie Larocque (adjoindte administrative) (depuis octobre 2017)

Comité permanent des droits de la personne (RIDR)

A. Renseignements généraux

Pendant l'exercice 2017–2018, le Comité permanent des droits de la personne a poursuivi son étude des droits de la personne des détenus dans le système correctionnel. Il a entendu un certain nombre de témoins à Ottawa et à la grandeur du Canada pendant des missions d'information et des audiences publiques. En mai 2017, le comité s'est rendu à Brockville, à Kingston et à Montréal; en février 2018, il s'est rendu à Kitchener et, en mars 2018, il est allé en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. À ces occasions, les membres du comité ont tenu des audiences publiques et ont visité diverses institutions fédérales où ils ont rencontré du personnel et des détenus.

Pendant l'exercice, le comité a aussi tenu des réunions dans le contexte de son ordre de renvoi général sur la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, et sur la situation des droits de la personne des Rohingyas. En outre, il a étudié la Loi instituant le Mois du patrimoine juif canadien et en a fait rapport au Sénat en mai 2017 sans amendements.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Étude sur les questions concernant les droits de la personne des prisonniers dans le système correctionnel	2017-04-11	-	Budget
Septième	Projet de loi S-232, Loi instituant le Mois du patrimoine juif canadien	2017-05-10	3	Projet de loi S-232, sans amendement
Huitième	Étude sur les questions concernant les droits de la personne des prisonniers dans le système correctionnel	2017-10-31	-	Budget
Neuvième	Étude sur les questions concernant les droits de la personne des prisonniers dans le système correctionnel	2017-03-29	-	Budget

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	24	44,6	42,0	109	4
2016–2017	25	47,3	9,0	90	3
2015–2016	15	26,6	-	49	6
2014–2015	21	43,3	-	120	7
2013–2014	15	28,8	-	81	8

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	70 915 \$
Dépenses des témoins	<u>16 751 \$</u>
TOTAL	87 666 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral au Sénat)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Salma Ataullahjan (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Bernard, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Harder, C.P. (ou Bellemare), Hartling, Hubley, Martin, McPhedran, Munson, Ngo, Omidvar, Pate et Unger

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Présidente (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Wanda Elaine Thomas Bernard (Groupe des sénateurs indépendants)

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

Vice-présidentes (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Salma Atallahjan
(conservatrice)

L'honorable sénatrice Jane Cordy
(libérale au Sénat)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, Bernard, Brazeau, Cordy, *Day (ou Mercer), *Harder (ou Bellemare ou Mitchell), Hartling, Martin, Ngo, Pate, *Smith (ou Martin) et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Bovey, Campbell, Eaton, Fraser, Frum, Ogilvie et Poirier

Greffiers du comité

Mark Palmer (jusqu'en mars 2018)

Joëlle Nadeau (depuis mars 2018)

Analystes et soutien administratif

Jean-Philippe Duguay (Bibliothèque du Parlement)

Erin Shaw (Bibliothèque du Parlement)

Elda Donnelly (adjoindte administrative)

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement (RPRD)

A. Renseignements généraux

En 2017–2018, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a présenté cinq rapports de fond. Le cinquième portait sur les pratiques relatives aux projets de loi omnibus au Sénat. Le comité n'a pas recommandé de changement au Règlement compte tenu de l'existence d'une procédure qui permet de diviser tout type de projet de loi et des autres mécanismes disponibles pour faciliter l'étude des projets de loi complexes.

Le sixième rapport portait sur le cas de privilège qui concerne les fuites du rapport du vérificateur général sur son audit des dépenses des sénateurs. Le comité a formulé un certain nombre de recommandations et d'observations en ce qui concerne la confidentialité, y compris une meilleure formation et sensibilisation; la clarté et la cohérence des politiques internes concernant la sécurité de l'information; la définition de huis clos; et les obligations des tiers. Le rapport a été adopté avec des amendements par le Sénat le 20 juin 2017. Certaines des recommandations donnent au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration le mandat de prendre d'autres mesures.

Dans le septième rapport, le comité a recommandé que soient apportées des modifications au Règlement concernant les partis reconnus et les groupes parlementaires reconnus, y compris les limites de temps pour les débats et les changements de membres au sein des comités. Dans le huitième rapport, le comité a recommandé que soit modifiée la composition du Comité de sélection pour ce qui est de la proportionnalité de ses membres en fonction des partis et des groupes parlementaires reconnus au Sénat. Enfin, dans le neuvième rapport, on a recommandé que soient apportées des modifications au Règlement concernant l'entrée en vigueur de la *Loi sur les frais de service*, laquelle a remplacé la *Loi sur les frais d'utilisation*.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Élaborer et proposer des modifications au Règlement du Sénat concernant les projets de loi omnibus	2017-04-06	0	<i>Divison de projets de loi</i>
Sixième	Le cas de privilège qui concerne les fuites du rapport du vérificateur général sur son audit du Sénat	2017-04-13	8	<i>Rapport sur le cas de privilège concernant les fuites du rapport du vérificateur général sur</i>

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

				<i>les dépenses des sénateurs</i>
Septième	Conformément à l'article 12-7(2)a) du Règlement, étude de modifications au Règlement du Sénat	2017-05-09	0	<i>Modifications au Règlement : Partis reconnus et groupes parlementaires reconnus</i>
Huitième	Processus suivi pour déterminer la composition du Comité de sélection et de chacun des comités permanents	2017-05-31	0	Composition du Comité de sélection
Neuvième	Conformément à l'article 12-7(2)a) du Règlement, étude de modifications au Règlement du Sénat	2017-10-26	0	<i>Modifications au Règlement : Propositions de frais de service</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	16	15,5	-	1	5
2016–2017	17	21,0	-	8	3
2015–2016	13	13,2	-	13	4
2014–2015	10	8,5	-	3	2
2013–2014	11	14,6	-	14	5

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>413 \$</u>
TOTAL	413 \$

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale au Sénat)

Vice-président

L'honorable sénateur Vernon White (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Batters, Bellemare, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cools, Day, Dupuis, Fraser, Frum, Gold, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Jaffer, Joyal, C.P., Lankin, C.P., McCoy, McInnis, Ringuette, Seidman, Tkachuk, Wells et White

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 28 novembre 2017)

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur)

Vice-présidents

L'honorable sénateur Murray Sinclair
(Groupe des sénateurs indépendants)
(depuis le 28 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Joan Fraser
(libérale au Sénat)
(du 28 novembre 2017 jusqu'au 6 février 2018)
L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P.
(libéral au Sénat) (depuis le 6 février 2018)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Batters, Carignan, C.P., *Day (ou Mercer), Eggleton, C.P., Fraser, Frum, Gold, Greene, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Housakos, Joyal, C.P., Lankin, C.P., Ringuette, Seidman, Sinclair, *Smith (ou Martin), Wells, Woo and *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Dagenais, Duffy, Maltais, Martin, Marwah, Mégie, Munson, Omidvar, Plett, Poirier, Unger et Verner, C.P.

Greffiers du comité

Charles Robert (jusqu'en juin 2017)
Till Heyde (depuis juin 2017)
Catherine Piccinin (depuis novembre 2017)

Analystes et soutien administratif

David Groves (Bibliothèque du Parlement)
Dara Lithwick (Bibliothèque du Parlement)
Marc-André Roy (Bibliothèque du Parlement)
Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)
Ginette Ricard (adjointe administrative)

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense (SECD)

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a continué d'entendre des témoins concernant son mandat général d'examiner, pour en faire rapport, les politiques, les pratiques, les circonstances et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense.

Au début de 2016, le ministre de la Défense nationale a écrit pour inviter le comité à contribuer à l'examen de la politique de défense que le gouvernement entreprenait. Le comité a été notamment invité à se prononcer sur la participation du Canada aux opérations de soutien de la paix. En réponse, le comité a entrepris une étude plus vaste des questions relatives à l'examen de la politique de défense et déposé un rapport pendant l'exercice précédent intitulé *Déploiements de l'ONU : Prioriser nos engagements au Canada et à l'étranger*, qui a porté directement sur l'enquête du ministre concernant les opérations de soutien de la paix. Ces travaux se sont poursuivis au cours du présent exercice, pendant lequel le comité a déposé deux rapports portant sur les questions plus vastes du financement et du soutien globaux aux Forces armées canadiennes intitulé *Sous-financement des Forces armées canadiennes : passons de la parole aux actes*, suivi de près par *Réinvestir dans les Forces armées canadiennes : Un plan pour l'avenir*.

Enfin, le comité a mené des travaux législatifs, dont l'étude du projet de loi C-22, Loi constituant le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et modifiant certaines lois en conséquence, dont il a fait rapport sans amendements, mais assorti d'observations; le projet de loi C-23, Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis, dont il a fait rapport sans amendement; et le projet de loi S-233, Loi modifiant la Loi sur les douanes et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (obligation de présentation et de déclaration), dont il a fait rapport avec des amendements. Le comité a aussi examiné, pour en faire rapport, la teneur des éléments des sections 12 et 19 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Huitième	Projet de loi S-233, Loi modifiant la Loi sur les douanes et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (obligation de présentation et de déclaration)	2017-04-05	7	Projet de loi S-233, avec amendements

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Neuvième	Étudier afin d'en faire rapport, les politiques, les pratiques, les circonstances et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense	2017-04-11	-	Budget
Dixième	Étude sur les questions relatives à l'Examen de la politique de défense entrepris actuellement par le gouvernement	2017-04-13	66	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Sous-financement des Forces armées canadiennes : Passons de la parole aux actes</i>
Onzième	Étude sur les questions relatives à l'Examen de la politique de défense entrepris actuellement par le gouvernement	2017-05-08	64	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Réinvestir dans les Forces armées canadiennes : Un plan pour l'avenir</i>
Douzième	La teneur des éléments des sections 12 et 19 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures	2017-06-06	4	Teneur des éléments du projet de loi C-44
Treizième	Projet de loi C-22, Loi constituant le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et modifiant certaines lois en conséquence	2017-06-19	29	Projet de loi C-22, sans amendement mais avec des observations
Quatorzième	Projet de loi C-23, Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis	2017-12-06	16	Projet de loi C-23, sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	18	44,8	-	76	7
2016–2017	27	86,4	9,0	159	5
2015–2016	18	48,0	-	105	7
2014–2015	22	66,6	11,5	113	11
2013–2014	18	45,9	15,5	73	7

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>7 505 \$</u>
TOTAL	7 505 \$

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018
(*Membres d'office)****1^{re} session, 42^e législature**

Président (jusqu'au 15 août 2017)

L'honorable sénateur Daniel Lang (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer (libérale au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Beyak, Boniface, Carignan, C.P., *Carignan, C.P. (ou Martin), Dagenais, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Jaffer, Kenny, Lang, Lankin, C.P., McPhedran, Meredith, Saint-Germain et White

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Présidente (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Gwen Boniface (Groupe des sénateurs indépendants)

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

Vice-présidents

L'honorable sénateur Jean-Guy Dagenais
(conservateur) (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Colin Kenny
(libéral au Sénat)
(du 22 novembre 2017 jusqu'au 2 février 2018)
L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer
(libérale au Sénat) (depuis le 19 mars 2018)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Boisvenu, Boniface, Brazeau, Dagenais, *Day (ou Mercer), Doyle, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Kenny, McIntyre, McPhedran, Richards, *Smith (ou Martin) et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Black (Alberta), Black (Ontario), Cools, Day, Dean, Doyle, Gold, Griffin, Harder, C.P., Hartling, Maltais, Martin, Mitchell, Moncion, Oh, Pate, Runciman, Smith, Wallin, Wetston et Woo

Greffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Daniel McBryde (Bibliothèque du Parlement) (depuis novembre 2017)

Constance Naud-Arcand (Bibliothèque du Parlement) (depuis novembre 2017)

Marcus Pistor (Bibliothèque du Parlement)

Holly Porteous (Bibliothèque du Parlement)

Katherine Simonds (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative) (jusqu'en juin 2017)

Diane McMartin (adjointe administrative) (depuis juin 2017)

Sous-comité des anciens combattants (VEAC)

A. Renseignements généraux

Le Sous-comité des anciens combattants a continué d'entendre des témoins concernant son vaste mandat relatif aux services et aux avantages offerts aux anciens combattants et à leur famille.

Le sous-comité a aussi poursuivi ses travaux dans le cadre d'une étude portant sur la création d'un système défini, professionnel et cohérent pour les anciens combattants qui quittent les Forces armées canadiennes. Cette étude, dont le rapport sera déposé à la fin de l'exercice 2018–2019, était toujours en cours à la fin de l'exercice 2017–2018.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018

Le Sous-comité des anciens combattants relève du Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins
2017–2018	6	6,0	-	8
2016–2017	10	8,4	-	16
2015–2016	11	10,5	-	28
2014–2015	18	17,1	-	31
2013–2014	8	8,2	-	11

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>4 975 \$</u>
TOTAL	4 975 \$

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Présidents

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer (libérale au Sénat) (jusqu'au 19 novembre 2017)

L'honorable sénateur Jean-Guy Dagenais (conservateur) (depuis le 7 février 2018)

Vice-président

L'honorable sénateur Jean-Guy Dagenais (conservateur) (jusqu'au 19 novembre 2017)

Un vice-président n'a pas été nommé pendant le reste de l'exercice fiscal.

Membres du sous-comité (nommés par le comité permanent de la sécurité nationale et de la défense le 5 février 2018)

Les honorables sénateurs Boniface, Dagenais, Jaffer, McIntyre et Richards

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Day, Lang, Manning, Saint-Germain, Wallin et White

Greffier du sous-comité

Adam Thompson

Analyste et soutien administratif

Havi Echenberg (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'en août 2017)

Isabelle Lafontaine-Emond (Bibliothèque du Parlement) (depuis août 2017)

Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative) (jusqu'en juin 2017)

Diane McMartin (adjointe administrative) (depuis juin 2017)

Comité de sélection (SELE)

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, on nomme un comité de sélection ayant deux fonctions aux termes respectivement des articles 12-2(1) et 12-2(2) du Règlement : nommer le Président intérimaire, et nommer les sénateurs qui seront membres des comités permanents et mixtes permanents. Le comité peut également proposer, à l'occasion, des changements touchant la composition d'un comité. Par ailleurs, le *Règlement administratif du Sénat*, à l'article 4:03-2(2), délègue au comité de sélection l'attribution des bureaux des sénateurs.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Conformément à l'article 12-2(2) du <i>Règlement du Sénat</i>	2017-12-05	0	Désignation des sénateurs qui feront partie des comités (BILL, REGS, ARCT)
Septième	Conformément à l'ordre du Sénat concernant la création du Comité spécial sur le secteur de la bienfaisance	2018-02-15	0	Désignation des sénateurs qui feront partie du Comité spécial sur le secteur de la bienfaisance

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	4	1,1	-	2
2016–2017	3	1,7	-	2
2015–2016	3	0,6	-	4
2014–2015	1	0,1	-	1
2013–2014	4	0,5	-	5

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

(*Membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Donald Neil Plett (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale au Sénat)

Membres du comité (nommés par ordre du Sénat le 7 décembre 2016)

Les honorables sénateurs *Bellemare (ou Mitchell) Black (Alberta), Campbell, Fraser, Frum, Martin, Omidvar, Plett, Pratte, *Smith (ou Martin), Tardif et Wells

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénateur Donald Neil Plett (conservateur)

Vice-présidents

L'honorable sénatrice Joan Fraser
(libérale au Sénat) (du 23 novembre 2017 au
2 février 2018)

L'honorable sénatrice Ratna Omidvar
(Groupe des sénateurs indépendants)
(depuis le 23 novembre 2017)

L'honorable sénateur Terry M. Mercer
(libéral au Sénat) (depuis le 2 février 2018)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs *Day (ou Mercer), Frum, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), Martin, McPhedran, Mercer, Omidvar, Plett, *Smith (ou Martin), Tkachuk, Wallin, Woo et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Day, Neufeld, Saint-Germain, Tannas et White

Greffier du comité

Blair Armitage

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjoindte administrative)

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (SOCI)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie est chargé d'examiner les lois et d'étudier les questions associées aux affaires culturelles et aux arts, aux questions d'ordre social et liées au travail, aux enjeux de santé et de mieux-être ainsi qu'aux enjeux touchant les régimes de retraite et le logement. Il est aussi chargé de tenir compte de l'activité physique et du sport amateur, de l'emploi et de l'immigration, de la consommation et des jeunes.

Au cours du printemps 2017, le comité a étudié, pour en faire rapport, la teneur des éléments des sections 5, 9, 11, 13, 14 et 16 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget et a continué de tenir des audiences publiques dans le cadre de son étude sur le rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé. Il a aussi étudié, pour en faire rapport, trois mesures législatives, dont le projet de loi S-5, Loi modifiant la Loi sur le tabac, la Loi sur la santé des non-fumeurs et d'autres lois en conséquence, et le projet de loi S-228, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (interdiction de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants), qui ont tous les deux été adoptés avec des amendements.

À l'automne 2017, le comité a présenté *Défi en vue : Intégrer les technologies de la robotique, de l'intelligence artificielle et de l'impression en 3D dans les systèmes canadiens de soins de santé*, son rapport final sur l'étude du rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé. Le rapport contenait 14 recommandations. Le comité a aussi étudié, pour en faire rapport, six mesures législatives, dont le projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (cosmétiques sans cruauté), et le projet de loi S-234, Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (artiste officiel du Parlement), qui ont tous les deux été adoptés par le comité avec des amendements.

Au cours de l'hiver 2018, le comité a mené une série de petites études dans le cadre de son mandat général et a tenu des audiences publiques sur le mandat d'adoption au Canada après la guerre pour les mères célibataires, le Régime enregistré d'Épargne-invalidité et le Crédit d'impôt pour personnes handicapées, la création d'un fonds de financement social ainsi que la santé mentale des enfants et des jeunes.

Au cours de l'exercice, le comité a mené à bien l'étude de deux projets de loi du gouvernement et de neuf projets de loi émanant de députés ou de projets de loi publics émanant du Sénat. À la fin de mars 2018, il a commencé à examiner le projet de loi C-45, Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Onzième	Étude sur le rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé	2017-04-11	-	Budget
Douzième	Projet de loi S-5, Loi modifiant la Loi sur le tabac, la Loi sur la santé des non-fumeurs et d'autres lois en conséquence	2017-05-02	24	Projet de loi S-5, avec amendements et observations
Treizième	Projet de loi C-233, Loi concernant une stratégie nationale sur la maladie d'Alzheimer et d'autres démences	2017-06-01	3	Projet de loi C-233, sans amendement
Quatorzième	La teneur des éléments des sections 5, 9, 11, 13, 14 et 16 de la partie 4 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures	2017-06-06	32	Teneur des éléments du projet de loi C-44
Quinzième	Projet de loi S-228, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (interdiction de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants)	2017-06-21	19	Projet de loi S-228, avec amendements
Seizième	Projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (cosmétiques sans cruauté)	2017-10-05	9	Projet de loi S-214, avec amendements
Dix-septième	Projet de loi S-210, Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la	2017-10-05	1	Projet de loi S-210, sans amendement

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	protection des réfugiés, la Loi sur le mariage civil, le Code criminel et d'autres lois en conséquence			
Dix-huitième	Étude sur le rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé	2017-10-31	28	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Défi en vue : Intégrer les technologies de la robotique, de l'intelligence artificielle et de l'impression en 3D dans les systèmes canadiens de soins de santé</i>
Dix-neuvième	Projet de loi C-277, Loi visant l'élaboration d'un cadre sur les soins palliatifs au Canada	2017-10-31	13	Projet de loi C-277, sans amendement
Vingtième	Projet de loi S-218, Loi instituant le Mois du patrimoine latino-américain	2017-10-31	2	Projet de loi S-218, sans amendement
Vingt et unième	Projet de loi C-36, Loi modifiant la Loi sur la statistique	2017-12-07	15	Projet de loi C-36, sans amendement mais avec des observations
Vingt-deuxième	Projet de loi S-234, Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (artiste officiel du Parlement)	2017-12-14	3	Projet de loi S-234, avec amendements
Vingt-troisième	Projet de loi C-311, Loi modifiant la Loi instituant des jours de fête légale (jour du Souvenir)	2018-02-01	4	Projet de loi C-311, sans amendement

C. **Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018***

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	47	71,6	4,0	193	13
2016–2017	36	53,1	-	103	8

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

2015–2016	24	32,2	-	62	6
2014–2015	47	69,2	-	171	13
2013–2014	34	49,8	-	97	11

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	591 \$
Dépenses des témoins	<u>50 301 \$</u>
TOTAL	50 892 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président (jusqu'au 6 novembre 2017)

L'honorable sénateur Kelvin Ogilvie (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), Cormier, Day, Dean, Demers, Eggleton, C.P., Frum, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Mégie, Merchant, Meredith, Neufeld, Ogilvie, Petitclerc, Raine, Seidman et Stewart Olsen

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral au Sénat)

Vice-présidentes (depuis le 28 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Chantal Petitclerc
(Groupe des sénateurs indépendants)

L'honorable sénatrice Judith Seidman
(conservatrice)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Bernard, *Day (ou Mercer), Dean, Eggleton, C.P., *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), MacDonald, Mégie, Munson, Neufeld, Omidvar, Petitclerc, Poirier, Raine, Seidman, *Smith (ou Martin) et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Beyak, Boisvenu, Bovey, Christmas, Cordy, Dagenais, Deacon, Doyle, Duffy, Dyck, Eaton, Enverga, Forest, Galvez, Griffin, Hartling, Jaffer, Lankin, C.P., Manning, McIntyre, McPhedran, Mockler, Patterson, Richards, Unger, White et Woo

Greffière du comité

Shaila Anwar

Analyste et soutien administratif

Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjointe administrative)

Comité permanent des transports et des communications (TRCM)

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des transports et des communications a pour mandat d'examiner les mesures législatives et les questions relatives aux transports et aux communications par voie terrestre, aérienne, fluviale et spatiale. Il s'occupe également des dossiers du tourisme, des transports publics, du transport maritime et des eaux navigables. Au cours de l'exercice, le comité s'est penché principalement sur deux questions : le projet de loi C-49, Loi apportant des modifications à la Loi sur les transports au Canada; et l'étude spéciale sur les questions techniques et réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés (VB et VA).

Le secteur de l'automobile traverse une période de changements technologiques rapides. À la demande du ministre des Transports, le comité a entrepris l'étude sur les VB et les VA pour cerner les principales questions réglementaires, stratégiques et techniques qui doivent être réglées au Canada pour saisir et maximiser les avantages potentiels de cette technologie. Le comité a entendu plus de 78 témoins de partout au Canada et aux États-Unis, y compris des représentants de ministères et d'organismes fédéraux, de groupes de réflexion, du milieu universitaire, de l'industrie, de groupes de consommateurs, de groupes de protection de la vie privée et de syndicats. Les sénateurs ont aussi assisté à la conférence du Conference Board du Canada sur les véhicules automatisés, à Toronto, et visité les installations de recherche et les centres d'essai à l'Université de Waterloo et à QNX à Kanata, Ontario. En outre, le comité a procédé à une démonstration de navette autonome sur la colline du Parlement, qui a permis aux membres de constater eux-mêmes la mesure dans laquelle cette nouvelle technologie est prête et évaluer ses utilisations et répercussions potentielles dans les collectivités canadiennes. Le rapport final, publié en janvier 2018, contenait 16 recommandations au gouvernement fédéral qui lui seront utiles pour formuler une stratégie nationale coordonnée afin de déployer ces technologies avec succès.

En plus de l'étude sur les VB et les VA, en décembre 2017, le comité a entrepris son étude du projet de loi C-49, Loi apportant des modifications à la Loi sur les transports au Canada et à d'autres lois concernant les transports ainsi que des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois. Dans ce projet de loi sont proposées diverses mesures pour renforcer l'efficacité et la sûreté du système de transport, y compris un cadre pour instaurer une nouvelle réglementation concernant les droits des voyageurs aériens. Le comité a entendu 76 témoins provenant des secteurs du transport aérien, ferroviaire et maritime avant de présenter un rapport au Sénat contenant 18 amendements en mars 2018.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Septième	Étude sur les questions techniques et	2017-04-06	-	Budget

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés			
Huitième	Étude sur les questions techniques et réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés	2017-10-31	-	Budget
Neuvième	Étude sur les questions techniques et réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés	2018-01-29	78	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Paver la voie : Technologie et le futur du véhicule automatisé</i>
Dixième	Projet de loi C-49, Loi apportant des modifications à la Loi sur les transports au Canada et à d'autres lois concernant les transports ainsi que des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois	2018-03-28	76	Projet de loi C-49, avec amendements et des observations

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	41	61,0	12,3	140	4
2016–2017	50	76,8	17,5	162	4
2015–2016	14	16,2	-	26	6
2014–2015	47	72,5	36,7	160	7
2013–2014	19	18,2	23,5	37	7

* Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	25 756 \$
Dépenses des témoins	<u>28 977 \$</u>
TOTAL	54 733 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral au Sénat)

Vice-président

L'honorable sénateur Michael L. MacDonald (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Boisvenu, Bovey, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cormier, Dawson, Doyle, Eggleton, C.P., Greene, Griffin, *Harder, C.P. (ou Bellemare), Hartling, MacDonald, Mercer, Omidvar, Runciman, Saint-Germain et Unger

Suite à l'adoption par le Sénat le 7 novembre 2017 de la motion sur la composition des comités :

Président (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-présidents (depuis le 22 novembre 2017)

L'honorable sénatrice Patricia Bovey
(Groupe des sénateurs indépendants)

L'honorable sénateur Dennis Dawson
(libéral au Sénat)

Membres du comité le 20 novembre 2017

Les honorables sénateurs Boisvenu, Bovey, Cormier, Dawson, *Day (ou Mercer), Gagné, Galvez, Griffin, *Harder, C.P. (ou Bellemare ou Mitchell), MacDonald, Manning, Mercer, *Smith (ou Martin), Stewart Olsen, Tkachuk et *Woo (ou Saint-Germain)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Beyak, Dagenais, Day, Dean, Duffy, Gold, Housakos, Maltais, Marwah, McIntyre, Mitchell et Plett

Greffier du comité

Victor Senna

Analystes et soutien administratif

Jed Chong (Bibliothèque du Parlement)

Nicole Sweeney (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'en décembre 2017)

Zackery Shaver (Bibliothèque du Parlement) (depuis janvier 2018)

Lyne Héroux (adjointe administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement (BILI)

A. Renseignements généraux

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement a été autorisé à aider le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes à diriger et à gérer la Bibliothèque du Parlement ainsi qu'à formuler des recommandations au Président du Sénat et au Président de la Chambre des communes concernant la gouvernance de la Bibliothèque et la bonne utilisation des crédits affectés par le Parlement à l'achat de livres, de cartes et d'autres objets destinés à y être déposés.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	-	-	-	-
2016–2017	-	-	-	-
2015–2016	1	0,08	-	-
2014–2015	2	1,3	2	-
2013–2014	2	1,8	-	1

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Coprésident

Un coprésident du Sénat n'a pas été nommé pendant l'exercice fiscal 2017–2018.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Atallahjan, Eaton, Mercer, Merchant et Rivard

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 5 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Duffy, Eaton, Forest, McInnis et Mercer

Cogreffier du comité
Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Erin Shaw (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative) (jusqu'en juin 2017)

Kalina Waltos (adjointe administrative) (depuis juin 2017)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation (REGS)

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, défini dans la *Loi sur les textes réglementaires*, l'autorise à étudier et à examiner minutieusement certains textes réglementaires rédigés après le 31 décembre 1971. En outre, depuis 1980, le Sénat et la Chambre des communes renouvellent, au début de chaque session, un ordre de renvoi qui vient s'ajouter à l'ordre de renvoi statutaire susmentionné afin d'autoriser le comité mixte à étudier les moyens que le Parlement peut utiliser pour mieux surveiller le processus de réglementation du gouvernement. Combinés, les ordres de renvoi statutaire et sessionnel lui confèrent de vastes pouvoirs d'enquête, pour en faire rapport, sur la plupart des aspects du processus réglementaire fédéral.

Au cours de l'exercice 2017–2018, le comité a tenu 17 réunions au cours desquelles il a entendu 11 témoins.

B. Rapports au Sénat en 2017–2018*

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018†

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2017–2018	17	22,9	11	-
2016–2017	16	24,5	12	2
2015–2016	4	5,0	-	1
2014–2015	13	14,7	-	2
2013–2014	10	12,4	-	2

D. Dépenses de l'exercice 2017–2018

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	54 \$
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	54 \$

* Le tableau B (Rapports au Sénat en 2017–2018) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

† Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2013–2018) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2017–2018.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

Coprésident

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral au Sénat)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Carignan, C.P., Frum, Martin, McCoy, Moore, Omidvar, Plett, Runciman et Smith, C.P.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 5 décembre 2017)

Les honorables sénateurs Day, Duffy, Stewart Olsen, Unger et Woo

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité pendant l'exercice fiscal 2017–2018

Les honorables sénateurs Gold et Wallin

Cogreffiers du comité

Max Hollins (jusqu'en juin 2017)

François Michaud (depuis septembre 2017)

Analystes et soutien administratif

Shawn Abel (Bibliothèque du Parlement)

Evelyne Borkowski-Parent (Bibliothèque du Parlement)

Penny Bucklumb (Bibliothèque du Parlement)

Cynthia Kirkby (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjointe administrative)

Partie III — Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités pour 2017–2018

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple pour retenir les services de rédacteurs, de réviseurs ou de conseillers en communication, ou pour effectuer des déplacements. Ces budgets doivent être approuvés par le Sénat (colonne A). En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit, notamment, des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous. D'autres dépenses portées à ce budget central figurent dans la colonne C. Il s'agit des frais postaux en général, des dépenses pour les cafés, les thés, les jus et les repas de travail servis lors des réunions des comités à Ottawa, et des frais de vaccination occasionnés par les déplacements des comités.

Réunions et dépenses, 2013–2018

Exercice	Nombre de réunions	Total des comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2017–2018	608	836 424 \$	384 081 \$	101 655 \$	1 322 160 \$
2016–2017	601	903 558 \$	360 857 \$	101 916 \$	1 366 331 \$
2015–2016	336	85 566 \$	169 531 \$	58 225 \$	313 322 \$
2014–2015	586	866 924 \$	404 067 \$	139 504 \$	1 410 495 \$
2013–2014	422	303 431 \$	212 433 \$	103 393 \$	619 257 \$

Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories courantes suivantes :

1. **services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription ainsi que les frais d'accueil);
2. **transports, hébergement et frais de séjour** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail à l'extérieur d'Ottawa et le transport terrestre);
3. **autres dépenses** (y compris les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie).

Rapport des budgets et des dépenses des comités pour 2017–2018

Nom du comité Session 42-1	Budget total	BUDGET		DÉPENSES		
		Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Dépenses générales	6 000					
<i>Dépenses générales</i>		6 000			2 902	2 902
TOTAL	6 000	6 000			2 902	2 902
Affaires sociales, sciences et technologie						
Étude spéciale – Système de santé	8 300					
<i>Dépenses générales</i>		7 000	-	-	-	
<i>Activité 1 : Université d'Ottawa et Hôpital d'Ottawa</i>		1 300	-	341	250	
TOTAL	8 300	8 300	-	341	250	591
Agriculture et forêts						
Étude spéciale – Acquisition des terres agricoles	58 590					
<i>Activité 1 : Washington</i>		58 590	175	29 332	19	29,525
Étude spéciale – Changement climatique	360 188					
<i>Activité 1 : Halifax et Montréal</i>		115 770	6 863	33 855	8 329	49 048
<i>Activité 2 : Vancouver et Calgary</i>		159 874	9 448	62 681	14 852	86 981
TOTAL	334 234	334 234	16 486	125 868	23 200	165 554

Banques et commerce						
Étude spéciale – Secteur bancaire et politique monétaire des États-Unis	100 158					
<i>Activité 1 : New York et Washington</i>		100 158	-	44 513	49	44 563
Étude spéciale – Cybersécurité et cyberfraude	19 064					
<i>Activité 1 : New York</i>		19 064	2 243	4 170	-	6 413
TOTAL	119 222	119 222	2 243	48 684	49	50 976
Droits de la personne						
Étude spéciale – Droits de la personne des prisonniers	209 596					
<i>Activité 1 : Toronto et Montréal</i>		71 250	2 522	24 000	5 204	31 726
<i>Activité 2 : Kitchener</i>		52 862	3 105	11 808	3 793	18 706
<i>Activité 3 : Renous, Dorchester, Springhill et Truro</i>		85 484	-	18 624	1 860	20 484
TOTAL	209 596	209 596	5 627	54 432	10 857	70 915
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude spéciale – Économie à faibles émissions de carbone	106 636					
<i>Activité 1 : Est du Canada</i>		104 436	-	60 369	296	60 665
<i>Activité 2 : Kanata et Nepean (Annulé)</i>		2 200	-	-	-	-
TOTAL	106 636	106 636	-	60 369	296	60 665
Examen de la réglementation (mixte)						
Comité mixte	2 250					
<i>Dépenses générales</i>		2 250	-	-	54	54
TOTAL	2 250	2 250	-	-	54	54

Finances nationales						
Étude spéciale – Programme du gouvernement fédéral pour le financement de l’infrastructure	18 900					
<i>Dépenses générales</i>		18 900	-	-	14 560	14 560
Étude spéciale – Modifications proposées à la Loi de l’impôt sur le revenu	300 700					
<i>Activité 1 : St. John’s, Halifax et Saint John</i>		131 725	9 917	49 727	16 131	75 775
<i>Activité 2 : Saskatoon, Calgary et Vancouver</i>		168 975	15 136	73 371	16 079	104 586
TOTAL	319 600	319 600	25 053	123 098	46 771	194 921
Langues officielles						
Étude spéciale – Accès aux écoles françaises	17 440					
<i>Activité 1 : Vancouver</i>		17 440	-	7 765	480	8 245
Étude spéciale – Modernisation de la Loi sur les langues officielles	135 400					
<i>Activité 1 : Île-du-Prince-Édouard</i>		67 400	3 665	31 671	3 682	39 019
<i>Activité 2 : Winnipeg</i>		68 000	2 829	29 407	2 703	34 939
TOTAL	152 840	152 840	6 495	68 842	6 865	82 202
Pêches et océans						
Étude spéciale – Activités de recherche et sauvetage maritime	221 450					
<i>Activité 1 : Royaume-Uni, Irlande, Norvège et Danemark</i>		125 000	-	60 672	6	60 678
<i>Activité 2 : Comox et Victoria</i>		96 450	-	22 837	200	23 037
TOTAL	221 450	221 450	-	83 509	206	83 714

Peuples autochtones						
Étude spéciale – Nouvelles relations	219 578					
<i>Dépenses générales</i>		2 600	600	596	50	1 246
<i>Activité 1 : Winnipeg, Prince Albert, Île-à-la-Crosse, Buffalo Lake, Siksika, Calgary</i>		216 978	2 544	2 861	91 524	96 928
TOTAL	219 578	219 578	3 144	3 458	91 573	98 174
Sécurité nationale et défense						
Étude spéciale – Examen de la politique de défense	72 810					
<i>Activité 1 : Est du Canada (Annulé)</i>		72 810	-	-	-	-
TOTAL	72 810	72 810	-	-	-	-
Transports et communications						
Étude spéciale – Véhicules branchés automatisés	134 287					
<i>Activité 1 : Conférence – Toronto</i>		31 304	5 828	7 238	-	13 065
<i>Activité 2 : Waterloo</i>		54 038	-	11 441	450	11 891
<i>Activité 3 : Kanata</i>		1 800	-	550	250	800
<i>Activité 4 : Ann Arbor (Annulé)</i>		47 145	-	-	-	-
TOTAL	134 287	134 287	5 828	19 229	700	25 756
TOTAL 42-1	1 906 803	1 906 803	64 874	587 827	183 723	836 424

*Veuillez noter que les budgets des comités mixtes sont financés à 70 % par la Chambre des communes et à 30 % par le Sénat. Les montants indiqués dans le tableau représentent la portion du budget et des dépenses revenant au Sénat.

Ventilation des dépenses pour les témoins et les vidéoconférences pour 2017–2018

1^{re} session, 42^e législature

	TOTAL	MONTANT
Affaires étrangères et commerce international	22 998	
<i>Mesures législatives</i>		19 751
<i>Étude spéciale – Diplomatie culturelle</i>		3 248
Affaires juridiques et constitutionnelles	45 211	
<i>Mesures législatives</i>		45 211
Affaires sociales, sciences et technologie	50 301	
<i>Mesures législatives</i>		45 000
<i>Étude spéciale – Robotique</i>		5 301
Agriculture et forêts	47 273	
<i>Mesures législatives</i>		4 219
<i>Étude spéciale – Changement climatique</i>		40 654
<i>Étude spéciale – Questions concernant l’agriculture et les forêts</i>		2 400
Arctique (spécial)	3 730	
<i>Mesures législatives</i>		3 730
Banques et commerce	9 519	
<i>Mesures législatives</i>		9 519
Droits de la personne	16 751	
<i>Mesures législatives</i>		14 369
<i>Étude spéciale – Obligations</i>		432
<i>Étude spéciale – Prisonniers dans le système correctionnel</i>		1 950
Énergie, environnement et ressources naturelles	15 839	
<i>Mesures législatives</i>		6 519
<i>Étude spéciale – Faible émissions de carbone</i>		9 320
Finances nationales	25 858	
<i>Mesures législatives</i>		5 525
<i>Étude spéciale – Vieillesse</i>		5 365
<i>Étude spéciale – Finances du gouvernement</i>		2 321
<i>Étude spéciale – Loi de l’impôt sur le revenu</i>		9 609
<i>Étude spéciale – Infrastructure</i>		3 038
Langues officielles	12 874	
<i>Mesures législatives</i>		1 222
<i>Étude spéciale – Modernisation de la Loi sur les langues officielles</i>		10 550
<i>Étude spéciale – Loi sur les langues officielles</i>		1 103
Modernisation du Sénat (spécial)	1 859	
<i>Mesures législatives</i>		1 859
Pêches et océans	15 472	
<i>Mesures législatives</i>		11 185
<i>Étude spéciale – Recherche et sauvetage maritime</i>		4 287
Peuples autochtones	73 752	
<i>Mesures législatives</i>		40 106
<i>Étude spéciale – Premières Nations, Inuits, et Métis</i>		31 378
<i>Étude spéciale – Responsabilités légales</i>		2 268
Régie interne, budgets et administration	776	
<i>Mesures législatives</i>		776

Règlement, procédure et droits du Parlement	413	
<i>Mesures législatives</i>		413
Sécurité nationale et défense	7 505	
<i>Mesures législatives</i>		7 505
Sous-comités des anciens combattants	4 975	
<i>Étude spéciale – Anciens combattants</i>		4 975
Transports et communications	28 977	
<i>Mesures législatives</i>		18 900
<i>Étude spéciale – Véhicules automatisés</i>		10 077
TOTAL 42-1	384 081	384 081

*Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.